



AM I Edité par l'Agence Mauritanienne d'Information

HORIZONS

Magazine mensuel

N 032 / Mars 2023



Rosso:

Un Conseil des Ministres au service de la souveraineté alimentaire





Programme du Président de la République :

4 Relier la Mauritanie aux différents pays voisins

6

Le Wali du Trarza:

La tenue du Conseil des ministres à Rosso est une reconnaissance du rôle économique de la wilaya

8

Le président du Conseil régional du Trarza :

La wilaya connaît un élan de développement global

9

Le président de l'Association des maires du Trarza :

La tenue d'un conseil des ministres délocalisé va impulser les perspectives de développement dans la wilaya

10

Trarza, une wilaya en plein essor économique

13

Lac R'Kiz :

Une gestion de l'eau adaptée aux besoins des populations

15

Economie :

Le port de Ndiago et le gaz, nouveaux atouts du sud mauritanien

18

Bac de Rosso :

Le directeur général parle des perspectives après la construction du pont

27

Ecole d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle de Rosso:

Des formations qui répondent aux exigences du marché du travail

34

Wilaya du Trarza :

Les problèmes et les attentes vus par les habitants

HORIZONS

Magazine mensuel



Revue Mensuelle Editée par l'Agence Mauritanienne d'Information (AMI)

Directeur de Publication

Mohamed Fall Oumeir Beye,
Directeur Général de IAMI

Directeur de la Rédaction

Maarouf Ould Oudaa

Rédacteur en Chef

Khalilou Diagana

Secrétaire de Rédaction

Abderrahmane Ould Cheikh

Chef Desk Maquette

Elhadrami Ould Ahmedou

Tel : +(222) 47 00 00 55

had.mac@gmail.com

Cheikh Mamoudou Sy

Tel : +(222) 44 12 36 95

Photographe : Ahmed O/ Beyah

AMI

Tél. 45 25 29 70 / 45 25 29 40

Fax : 45 25 55 20

Email : chaabrim@gmail.com

amiakhbar@gmail.com

B.P : 371 / 467

Direction Commerciale :

Tél. 45 25 27 77

Email : dgsami@yahoo.fr



Trage: Imprimerie AL MAZAYA

AMI Edité par l'Agence Mauritanienne d'Information

HORIZONS

Magazine mensuel N 032 / Mars 2023



Rosso:

Un Conseil des Ministres au service de la souveraineté alimentaire

Trarza, capitale verte du pays

Terre de savoir, de culture et de valeurs chevaleresques, le Trarza a été le premier front de la résistance anticoloniale. Il est resté un des centres culturels les plus rayonnants et un des carrefours d'échanges les plus prospères de la zone ; sa vallée évasée ayant toujours été et demeurant encore le grenier nourricier du pays.

C'est vers cette wilaya que se tournent aujourd'hui les regards pour assurer l'autosuffisance céréalière nationale à un moment où les chaînes d'approvisionnement sont perturbées du fait d'une conjoncture particulièrement exceptionnelle.

En commençant la tenue tournante du Conseil des ministres dans les wilayas de l'intérieur par le Trarza, le Président de la République a voulu mettre l'accent sur la priorité accordée à l'agriculture et redonner au Trarza les moyens de sa vocation économique première.

Par cette délocalisation des sessions gouvernementales, le Président de la République traduit, par des actes concrets, la volonté de proximité avec les citoyens, ancre le principe de l'horizontalité de la gouvernance et inscrit dans le marbre de la tradition publique l'option d'un développement décentralisé et équitable, conformément à sa vision d'une Mauritanie plus juste, plus équitable et sans fractures. Un développement qui prend en compte les spécificités de chaque wilaya, ses atouts économiques et ses avantages comparatifs dans strict respect des aspirations de ses populations.

Ce n'est donc pas sans raison que le dossier agricole a été prépondérant au cours de cette session du Conseil des ministres qui a connu la prise d'une kyrielle de décisions importantes pour booster un secteur productif stratégique.

Les décisions, notamment, d'exonération de tous les intrants agricoles des tarifs douaniers, l'exonération des machines agricoles, le lancement d'un programme de mécanisation de l'agriculture pluviale et d'un programme de barrages avec une couverture financière pouvant atteindre 40 milliards d'ouguiyas hors budget sectoriel constituent une illustration parfaite d'un soutien inédit au monde agricole.

Il s'agit de mettre en valeur l'énorme potentiel agricole qu'offrent les immenses espaces de terres arables, les ressources en eau, une main d'œuvre disponible, des mécanismes de financements adéquats et un encadrement technique de proximité.

Désormais, avec les nouvelles décisions, les producteurs ont en main tous les moyens pour moderniser et diversifier les activités agricoles, accroître la production locale en volume et en valeur, réduire les importations et, partant, la dépendance extérieure de manière à mettre le pays à l'abri des fluctuations des prix et des quantités disponibles des produits alimentaires sur le marché international.

Sur cette voie, le Trarza, la capitale verte du pays, reste indéniablement l'une des locomotives de tête et son apport à l'atteinte de ces objectifs est forcément déterminant.

L'autosuffisance alimentaire est dorénavant un objectif réaliste et réalisable, pourvu qu'investisseurs et producteurs se mettent activement à la tâche avec la conscience qu'un pan entier de la souveraineté du pays demeure tributaire de leurs efforts et de leur engagement à contribuer efficacement à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire.

La Rédaction

Programme du Président de la République :

Relier la Mauritanie aux différents pays voisins

Le Programme du Président de la République consacre la priorité à une politique qui privilégie la réalisation d'infrastructures de base solides dont les principales actions sont orientées vers un plus grand intérêt en matière d'investissement public destiné au développement local, mettant l'accent sur la ferme volonté de développer les réseaux interurbains favorisant les échanges sous régionaux et régionaux pour relier la Mauritanie aux différents pays voisins.

La réalisation du pont de Rosso représente l'un de ces axes qui devra contribuer au renforcement de la coopération et de l'intégration en Afrique par la réduction des chaînons manquants du Corridor Transafricain N°1 (Le Caire-Dakar). En d'autres termes, cette infrastructure devrait permettre d'accompagner la croissance que connaît la zone du projet et l'évolution rapide de la circulation commerciale entre les deux pays, d'une part, et de la croissance des échanges entre les pays de la région de l'Afrique du Nord et de l'Afrique de l'ouest d'autre part. De façon plus spécifique, il vise à améliorer, d'une part, les conditions de passage et de traversée de la frontière entre la Mauritanie et le Sénégal, et d'autre part, l'accessibilité aux services de base et les conditions de vie des populations de la Zone d'Influence du Projet, à savoir la wilaya du Trarza en Mauritanie et la région de Saint-Louis, au Sénégal.

Les populations locales seront gagnantes, aussi bien du côté mauritanien (50 000 habitants) que sénégalais (12 000 personnes). Composées en majorité de jeunes et de femmes qui vivent du commerce des produits de l'agriculture, de la pêche et de l'élevage. Elles verront leurs activités se développer de façon significative par un accès plus aisé à l'autre rive et profiteront des infrastructures installées de part et d'autre de la frontière devenue fluide grâce aux avantages d'un pont fonctionnant de jour comme de nuit.

La construction de ce pont à Rosso va améliorer sensiblement le quotidien des transporteurs et des habitants qui vivent sur les deux rives du fleuve. La réalisation de cette infrastructure vitale aura en outre un impact direct sur le développement de Rosso, car une partie du financement mobilisée sera utilisée pour actualiser le plan directeur de la ville, le développement des infrastructures urbaines et commerciales comme les marchés, les stations et les réseaux routiers, en plus de la réhabilitation de nombreux équipements sanitaires et éducatifs, de l'élargissement des réseaux d'eau potable et d'assainissement, du traitement des déchets et de la réhabilitation de l'institut de formation technique, de



pistes rurales pour désenclaver les rizières, d'équipements scolaires et sanitaires, etc.. Le pont permettra d'assurer la circulation des personnes 24 heures sur 24 heures, et d'améliorer les conditions de passage et de traversée de la frontière entre le Sénégal et la Mauritanie.

Le trafic quotidien moyen va passer de 115 véhicules à 370 à sa mise en service, puis à 3 210 à l'horizon 2048. Les véhicules gagneront deux heures sur le trajet de Nouakchott à Dakar, long de 550 kilomètres. Longue de 1 461 mètres, l'infrastructure de 2 x 1 voie permettra de réduire le temps de franchissement de la frontière. Il passera théoriquement de 25 à 2 minutes.

D'ailleurs, à l'occasion de la pose de la première pierre de la construction du pont de Rosso, le Président de la République n'a pas manqué de souli-

gner l'intérêt de cet ouvrage : « Par leurs efforts permanents d'intensifier et de diversifier leur coopération, nos deux Etats ne font en fait que structurer et formaliser les liens d'échanges économiques, d'amitié, de fraternité qui ont toujours unis nos deux peuples et sceller leur communauté de destin bien avant la naissance de nos Etats modernes.

Dans leurs échanges économiques, sociaux, culturels et religieux, nos populations n'ont jamais perçu le fleuve Sénégal comme une barrière de séparation, mais plutôt comme ressource commune qui nourrit davantage les liens qui les unissent et faisant écho à cet esprit nos deux pays ont toujours veillé à assurer bilatéralement et dans le cadre de l'OMVS une gestion rationnelle et solidaire de ce fleuve béni ».



« Certes, les bacs qui assurent le trafic fluvial entre les villes jumelles de Rosso ont grandement contribué depuis des décennies à faciliter la circulation des personnes et des biens, cependant ces dernières années, la croissance rapide des transports sur cet important axe reliant l'Europe, le Maghreb arabe et l'Afrique subsaharienne a rendu urgent et nécessaire la construction d'infrastructures qui soient à la hauteur de l'intensification des échanges et de nos grandes ambitions communes de croissance et de développement durable », a précisé le Président de la République, mettant en relief le fait de « la construction d'un ouvrage de franchissement permanent sur le fleuve Sénégal entre les villes jumelles de Rosso répond à une réelle exigence économique tout en traduisant un acte de développement concret et les aspirations de nos populations à rendre plus fluide la circulation des biens et des personnes et resserrer davantage les liens d'amitié et de fraternité qui les unissent ».

Pour sa part, Salomon Quaynor, vice-président de la Banque africaine de développement (BAD) a indiqué : « Intégrer, développer et faire la différence dans le quotidien des populations, ce sont trois ambitions que nous voulons réaliser avec le pont de Rosso pour en faire un véritable trait d'union entre l'Afrique de l'ouest et le Maghreb ».

Le Pont de Rosso, véritable point de passage obligé de la plupart des voyageurs, des véhicules et des camions de transport de personnes et de marchandises doit contribuer en grande partie aux échanges commerciaux entre la Mauritanie et le Sénégal. Située sur une frontière internationale, cette situation

lui confère une position stratégique de carrefour de l'Afrique Noire et de l'Afrique blanche, du désert et de la savane. De ce fait, il provoque flux d'entrée et de sortie de nombreux voyageurs, facilité par les relations multiséculaires qui ont, à travers les siècles, produit un véritable creuset de civilisation. En raison de son intérêt pour le développement local, ce pont de Rosso renforce sa position d'espace de circulations marchandes, de lieu d'articulation entre commerce local, commerce régional et commerce global.

A ce titre, il contribuera fortement à l'implication des populations locales dans la prise en main de leur destin et les nouvelles retombées économiques et sociales qu'il entraîne sont une priorité dans la mise en œuvre des engagements (Taahoudati) du Président de la République, car cet ouvrage va entraîner et installer durablement un essor économique et commercial dont le dynamisme sera porté par le secteur privé et l'activité de l'informel, les finances locales au profit des communes vont de ce fait générer suffisamment de ressources pour assurer la conduite sur fonds propres de projets de développement local viables de nature à y rattacher davantage les populations à ces structures décentralisées et qui sont en principe destinées à servir de locomotive à la participation citoyenne.

Sur cette lancée, le développement local qui est un processus participatif se fondant sur les initiatives créatrices comme forces motrices de promotion économique et social, devra permettre d'abord de répondre aux besoins des populations conscientes, mobilisées et responsables, puis assurer un développement du territoire, enfin et surtout lutter

contre la pauvreté et les inégalités à travers des actions de proximité.

Au risque de rendre la viabilité et la pérennité du processus d'aménagement du territoire et de décentralisation encore fragile auquel s'ajoutent naturellement un défaut de ressources humaines et à un processus de déconcentration embryonnaire, il convient aujourd'hui de relancer le processus en proposant des solutions aux divers dysfonctionnements et en faire un axe fondamental et prioritaire pour le développement économique, culturel et social dans toutes les Wilayas du pays d'une manière générale et l'instrument privilégié pour surmonter les disparités locales et régionales.

Ces résultats ne peuvent être obtenus sans le lancement d'un véritable processus de décentralisation devant aboutir à l'institution d'une administration de développement local à travers un nouveau code des collectivités territoriales, la refonte générale du système de fiscalité locale de ces structures décentralisées et disposant d'une véritable fonction publique territoriale.

Le pont de Rosso vient renforcer le bilan positif des réalisations en matière d'aménagement du territoire, de décentralisation des infrastructures et de projets d'envergure menées, en si peu de temps, au niveau de la région du Trarza avec, notamment les grands aménagements agricoles, la diversification et l'amélioration de la production rizicole, l'exploitation prochaine du champ gazier d'Ahmeyim et la construction du Port de N'Diogo qui auront un impact considérable sur le développement de la wilaya du Trarza, véritable grenier de Mauritanie.

Le Wali du Trarza:

La tenue du Conseil des ministres à Rosso est une reconnaissance du rôle économique de la wilaya

La wilaya du Trarza se situe au sud du pays. Elle est bordée à l'est par le Brakna, à l'ouest, par l'océan Atlantique, au nord par les wilayas de l'Inchiri et de l'Adrar etenfin, au sud, par le fleuve Sénégal. Sa superficie est de 67.000 km² et sa population de 272.773 personnes, selon le recensement de 2013. La wilaya compte 7 moughataa (départements), 4 arrondissements et 25 communes. Pour faire l'état des lieux actuel de cette région qui tient son importance de ses potentialités économiques dans divers domaines et de sa riche histoire, qui mieux que le wali, M. Mohamed Ould Ahmed Maouloud?

HORIZONS MAGAZINE : *Dernièrement, le chef-lieu de la wilaya du Trarza a connu un événement d'importance, celui de la tenue du premier conseil des ministres délocalisé depuis l'avènement de l'actuel pouvoir. Quelle symbolique revêt le choix du Trarza pour un tel événement ?*

Le wali du Trarza, M. Mohamed Ould Ahmed Maouloud : La wilaya du Trarza compte parmi les plus importantes du pays à plusieurs égards. Elle est d'abord la porte sud du pays vers la République sœur du Sénégal avec laquelle nous entretenons d'excellentes relations commerciales et économiques ; elle est aussi considérée, à juste titre, comme le grenier du pays, avec des potentialités agricoles importantes permettant annuellement, la culture de près de 135.000 hectares dans les différentes zones agricoles de la wilaya. C'est pour toutes ces raisons que les autorités concernées ont injecté des financements conséquents dans ce secteur économique vital avec pour objectif, d'assurer à moyen terme, l'autosuffisance alimentaire, notamment en riz, en légumes et en blé.

Et partant de ce qu'avait déclaré Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani à Tamchekett à l'ouverture de la campagne agricole 2021-2022, affirmant que la sécurité alimentaire est synonyme de souveraineté, les autorités publiques ont considéré que la wilaya du Trarza a tous les atouts pour jouer un rôle de premier plan dans notre révolution agricole. Ses ressources naturelles peuvent donc assurer au pays son autosuffisance alimentaire et jouer un rôle important dans l'émergence économique escomptée et qui est au centre du programme 'Taahoudati'. Il est évident que la visite du Président de la République et la tenue du conseil des ministres à Rosso confortent cette position économique privilégiée de la wilaya du Trarza. C'est également une façon de dire que les importants projets de développement lancés au niveau de la wilaya et dans la ville de Rosso, vont se poursuivre et se renforcer au grand bonheur des populations. Nous pouvons citer, à



titre d'exemple, la construction en cours du pont de Rosso, les projets d'exploitation d'énergie et de gaz dans la zone de N'Diogo dont le port multifonctions aura un grand rôle à jouer dans ce domaine. Toutes ces potentialités et réalisations ont permis à la wilaya d'occuper la place de choix qu'elle a aujourd'hui et de bénéficier de l'attention particulière dont l'une des marques est la tenue du conseil des ministres à Rosso pour dire au peuple mauritanien que l'agriculture est à la base de toute émergence économique.

HORIZONS MAGAZINE : *La Mauritanie s'oriente vers des élections municipales, législatives et régionales que prépare déjà un recensement administratif à vocation électorale (Ravel). Quels sont les efforts entrepris au niveau du Trarza, dans ce cadre et quel est l'état d'avancement de ce recensement ?*

Le wali du Trarza, M. Mohamed Ould Ahmed Maouloud : Comme de coutume, avant toute élection, un Ravel global ou partiel (révision des listes) est mis en œuvre. Les autorités publiques ont choisi la première option (un recensement global), supervisée de bout en bout par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), en collaboration avec l'Agence nationale de la Statistique et de l'Analyse démographique et économique

(Ansade). Ce Ravel a commencé au bon moment, quelques mois avant la date fixée pour le scrutin. Comme dans les autres wilayas du pays, le recensement s'effectue dans des bureaux ouverts à cet effet dans toutes les moughataas et communes du Trarza, avec un dispositif permettant aux citoyens de s'inscrire le plus facilement possible.

Les problèmes rencontrés dans le déroulement de cette opération sont réglés en collaboration avec les autorités qui en ont la charge, l'objectif étant de permettre aux citoyens qui le désirent de s'inscrire sur la liste électorale, là où ils le désirent, pour pouvoir exprimer leur choix le jour du vote.

De cette façon, le Ravel assure une transparence totale et l'on peut dire qu'à ce stade, l'opération connaît une certaine affluence, grâce aux campagnes de sensibilisation menées par des commissions administratives et des acteurs politiques.

HORIZONS MAGAZINE : *La wilaya du Trarza est considérée comme le pôle de l'agriculture en Mauritanie. Quels sont les efforts entrepris pour que cette région participe, à la hauteur de son potentiel, à l'autosuffisance alimentaire du pays ?*

Le wali du Trarza, M. Mohamed Ould Ahmed Maouloud : De façon plus globale, cette wilaya est non seulement une zone agricole de premier plan mais encore un pôle industriel et de développement par excellence.

Les autorités déploient des efforts considérables pour que cette position se renforce, notamment dans le domaine agricole. Et comme vous le savez, deux campagnes agricoles, d'hivernage et de contre-saison sont organisées chaque année pour la culture du riz en plus d'une autre menée en hiver pour la production de légumes.

Au niveau de la wilaya, nous mobilisons tous les moyens pour la réussite de ces campagnes. Ce fut le cas cette année, à la veille du démarrage de la campagne de contre-saison chaude, où l'ensemble des intrants agricoles a été disponibilisé, s'agissant des engrais et des semences, sans oublier les machines agricoles et le travail de curage de l'ensemble des canaux et drains qui apportent l'eau aux champs.

A ma connaissance, il n'y a aucun problème, outre les catastrophes naturelles imprévues par essence, qui pourrait entraver la réussite de cette campagne. En plus de tout cela, rappelons que Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, lors de sa visite à Rosso, a porté la bonne nouvelle aux agriculteurs en annonçant l'exonération de tous les intrants agricoles. Une décision qui ouvre de nouvelles perspectives devant les opérateurs du secteur pour qu'ils développent leurs activités et contribuent à l'atteinte des objectifs escomptés en matière d'autosuffisance alimentaire en riz et de diversification agricole.

HORIZONS MAGAZINE : La Mauritanie a connu il y a plus d'un an un nouveau découpage administratif qui a touché certaines wilayas dont le Trarza. Quels effets peut produire un tel découpage sur la vie des populations et ce découpage entre-t-il, de façon éloquente, dans cette volonté de rapprocher l'administration des citoyens ?

Le wali du Trarza, M. Mohamed Ould Ahmed Maouloud : Dans une récente rencontre avec un groupe de sortants de l'école nationale d'administration, le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a donné des instructions claires sur la nécessité de rapprocher l'administration des citoyens parce que la raison première de l'existence des administrations et des services publics est de pouvoir régler les problèmes que leur soumettent les populations et de leur offrir des services de proximité. Depuis cette rencontre, l'administration n'a cessé d'aller dans le sens voulu par Son Excellence le Président de la République et le nombre de visites de terrain effectuées par les walis et les hakems a considérablement augmenté, pour s'enquérir de la situation des citoyens, écouter leurs problèmes et leur apporter des solutions, dans la mesure du possible. J'ai moi-même effectué des visites à toutes les communes de la wilaya du Trarza, au nombre de 25, ce qui m'a permis d'en connaître les problèmes et d'informer les citoyens de la politique générale de l'Etat, leur faisant comprendre ainsi que l'administration d'aujourd'hui n'est plus celle d'hier grâce à la mise à niveau entreprise pour en faire une administration de proximité pleinement au service des citoyens. Nous continuerons d'œuvrer pour que se perpétue cette relation de confiance entre le citoyen et l'administration et qu'elle devienne, au fil du temps,

une pratique naturelle.

Pour en venir à l'autre aspect de votre question concernant le découpage administratif opéré il y a quelque temps, il a créé une nouvelle moughataa et deux communes dans la wilaya du Trarza. Il s'agit des communes de Chemama et de Teichtayat dépendant de la nouvelle moughataa de Tékane. Ces communes comptent des localités éloignées des services administratifs et publics auxquels elles ont droit. Le nouveau découpage est de nature à réparer ce tort qui n'a que trop duré. Et de façon générale, c'est là la nouvelle orientation de l'Etat, et nous, en tant qu'autorités représentant le pouvoir central, chargées d'exécuter ses politiques, nous faisons nôtre ce choix et l'appliquerons à la lettre, dans nos rapports avec les citoyens In Cha Allah.

HORIZONS MAGAZINE : La wilaya du Trarza tire également son importance de la position géographique qui fait de son chef-lieu, Rosso, la porte sud sur le Sénégal et l'Afrique de l'Ouest. Quels sont les défis que fait naître une telle position ?

Le wali du Trarza, M. Mohamed Ould Ahmed Maouloud : Les défis que rencontre l'administration font partie des aléas de sa mission, notamment dans une région frontalière comme le Trarza partageant avec notre voisin, le Sénégal, une frontière ouverte avec 7 points de passage, longue de 300 km. Dans les zones où n'existent pas des points de franchissement, les autorités sécuritaires de la wilaya sont confrontées à des opérations de contrebande et à des mouvements non autorisés, mais les autorités administratives et sécuritaires déploient de grands efforts pour circonscrire cette menace. Cela nécessite évidemment des moyens logistiques et matériels, tels que les radars qui renforceront ces efforts de sécurisation des frontières sud du pays.

Il y a des actes de criminalité transfrontalière qui arrivent de temps à autre, se résumant en vols de bétail, trafic de drogue, contrebande et passage illégal de personnes.

Depuis notre arrivée ici, nous avons travaillé à faire face à tous ces défis et nous pouvons dire que le pari a été tenu, Alhamdulillah, avec une baisse significative de la criminalité et des manifestations de l'insécurité à notre frontière sud, avec l'arrestation des membres de la bande de voleurs de bétail qui sévissait dans la zone.

En ce qui concerne le trafic de drogue, un seul cas a été signalé et mis en échec grâce aux efforts conjugués de l'ensemble des services de sécurité dans la wilaya. La dotation de ces services en matériels techniques et logistiques de pointe permettra sans doute de renforcer cette vigilance.

HORIZONS MAGAZINE : L'Éducation est un axe majeur de tout développement économique. En considération de cette importance, une réforme radicale a été menée pour jeter les bases de l'école républicaine. Quels sont les efforts entrepris au niveau de la wilaya pour contribuer à la réussite de ce projet ?

Le wali du Trarza, M. Mohamed Ould Ahmed

Maouloud : La base de tout développement réussi est une éducation saine. Le système éducatif et les résultats qu'il produit fondent le développement d'un pays dans tous ses aspects. Il est impossible qu'un système éducatif aux programmes, objectifs et méthodes multiples puisse aboutir à de bons résultats. C'est en partant d'un tel constat que Son Excellence le Président de la République a lancé le cri d'alarme appelant à une réforme du système éducatif, avec comme objectif l'unification de ce système et l'instauration de l'école républicaine, seule en mesure de transcender les clivages sociaux et de regrouper les élèves sous un même toit, avec un même programme et un même uniforme scolaire.

Notre participation à cet ambitieux effort national a consisté en la distribution d'effets scolaires à toutes les écoles de la wilaya en plus de l'injection d'un sang neuf au cadre pédagogique. Il faut souligner dans ce cadre, que l'un des défis est le peu d'entraîn qu'ont les femmes à enseigner dans les zones rurales éloignées, alors que leur nombre augmente constamment dans le secteur. Pour faire face à ce dilemme, nous avons tenté de concilier entre la valorisation du genre et l'efficacité de l'éducation dans la wilaya.

HORIZONS MAGAZINE : Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani accorde une grande importance à l'action sociale. Quels sont les programmes les plus importants mis en œuvre au Trarza ?

Le wali du Trarza, M. Mohamed Ould Ahmed Maouloud : Effectivement, le programme 'Taahoudati' de Son Excellence le Président de la République accorde une grande importance au volet social à travers plusieurs programmes et projets que l'on retrouve au niveau de la wilaya, pour venir en aide aux couches défavorisées. Ces différents programmes d'aide sociale sont exécutés par la Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion (Taazour) et le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA). En ce qui nous concerne, comme autorités administratives et sécuritaires dans la wilaya, nous apportons l'aide logistique nécessaire à ces institutions dans leurs efforts de bonne exécution du volet social des engagements du Président de la République. Il s'agit notamment du cash transfert, de l'assurance maladie et du financement d'AGR (activités génératrices de revenus) qui profitent aux coopératives féminines, en plus des aides aux malades indigents et des distributions de vivres aux citoyens démunis.

Les résultats de ces programmes sociaux sont prégnants et ce sont eux qui nous ont permis de sortir, avec moins de dégâts, de la pandémie du covid-19 dont les conséquences fâcheuses ont été ressenties dans tous les pays du monde pendant plus de deux ans. Ce sont ces mesures salvatrices qui ont également permis à notre pays de faire face à la crise alimentaire mondiale créée par le conflit russo-ukrainien toujours en cours.

Propos recueillis par Sneiba Mohamed

Le président du Conseil régional du Trarza :

La wilaya connaît un élan de développement global

Le président du conseil régional du Trarza, M. Mohamed Ould Brahim Ould Siyid, a déclaré que la wilaya connaît, depuis un peu plus de trois ans, un élan de développement global, comme c'est le cas pour les autres régions depuis l'arrivée au pouvoir de Son Excellence le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Il a ajouté que ce développement qui touche tous les domaines est de nature à relever le niveau de vie des citoyens mais il a surtout contribué à créer un consensus national sans précédent ayant permis de lancer des concertations nationales sur les grandes questions d'intérêt général impliquant tous les acteurs politiques.

Le président du conseil régional du Trarza a remercié, au nom des populations, Son Excellence le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani pour la récente visite dans la wilaya. Il a précisé que la tenue d'un conseil des ministres à Rosso « a des significations multiples, tant sur le plan économique que politique, pour ceux qui se considèrent comme les premiers soutiens de son programme électoral Taahoudati de 2019. « Un programme lancé depuis plus de trois ans et qui a permis de sortir le pays d'une situation de précarité économique et sociale qui menaçait non seulement l'effondrement de notre économie mais constituait également une menace sérieuse pour l'unité nationale et la cohésion sociale », indique M. Ould Brahim Ould Siyid.

« Pour ce que le programme « Taahoudati » offre comme garanties en termes de sécurité, de développement économique et de cohésion sociale, les populations du Trarza rassurent le Président de la République de la poursuite de leur soutien sans faille », déclare le président du conseil régional du Trarza.

M. Ould Brahim Ould Siyid rappelle que, c'est grâce aux programmes et projets impulsés par Son Excellence le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani que la Mauritanie a pu faire face au choc économique et social provoqué par la pandémie de Covid-19 qui a ébranlé les assises des plus puissantes économies du monde. « En plus des opérations d'urgence, comme les cash transfert, les distributions de vivres, l'approvisionnement régulier du marché en produits de première nécessité et le financement d'AGR (Activités génératrices de revenus), l'augmentation des salaires, avec le relèvement du Smig, l'assurance maladie, le Gouvernement avait également mis en œuvre un plan de relance économique destiné à contenir les effets de la pandémie et de favoriser la reprise de la croissance, une fois passé le pic de la crise sanitaire », poursuit le président du conseil régional du Trarza.

Le président du conseil régional du Trarza a éga-



lement salué les réalisations accomplies ces trois dernières années concomitamment à l'apaisement politique que le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani avait initié dès son accession à la magistrature suprême.

« Un apaisement qui a permis aux différents acteurs de la scène politique nationale d'entreprendre des concertations ayant abouti à l'accord ouvrant la voie à des élections municipales, législatives et régionales consensuelles prévues courant 2023 », précise le président du conseil régional du Trarza. Il ajoute que l'État « se construit sur la confiance entre le sommet et la base, entre le président et le peuple, et c'est exactement ce que traduit le pouvoir actuel. »

Ould Brahim Ould Siyid poursuit en disant que l'instauration de l'État de droit a libéré la justice de ses chaînes et fondé l'existence – la présence – d'un État fort, ce qui est indispensable à toute ambition de développement économique et de désir de prospérité. C'est cette nouvelle donne, explique le président du conseil régional du Trarza, qui a permis au gouvernement de faire face à la crise économique et sociale provoquée par une pandémie (Covid-19) qui a pourtant ébranlé les assises des plus puissantes économies du monde.

Le président du conseil régional n'a pas manqué de souligner les importantes réalisations accomplies dans la région au cours de ces dernières années en exécution du programme électoral « Taahoudati » de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. On peut citer, entre autres réalisations, le pont de Rosso et ses ouvrages annexes, le port de N'Diogo,

le champ gazier GTA ainsi que les différents programmes productifs dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage, la santé, l'action sociale, l'enfance et la famille, la sécurité alimentaire, les infrastructures routières, sans oublier les importants projets de Taazour orientés vers les couches les plus vulnérables de la population.

Revenant à l'action du Conseil régional lui-même, M. Ould Brahim Ould Siyid a indiqué que celui-ci a procédé, en 2021 à la réhabilitation de 15 établissements d'enseignement secondaire (entre collèges et lycées), distribué 600 tables-bancs de bonne qualité et octroyé une aide financière allant de 50.000 à 1.000.000 UM à 15 mahadras, retenant comme critères le nombre d'élèves fréquentant chaque école coranique.

Le conseil régional a également appuyé les pêcheurs traditionnels dont l'activité avait été fortement impactée par la pandémie de Covid-19. La même opération a également bénéficié à certaines localités touchées par les intempéries. Le conseil régional a aussi été de la partie dans la sensibilisation contre la pandémie de Covid-19 en distribuant 15.000 masques.

Pour 2022, le conseil affiche dans son bilan la réhabilitation de 7 établisse-

ments d'enseignement secondaire, la construction du dispensaire de « Taguilalet », la distribution de 15.000 masques et 250 rations alimentaires durant le dernier mois de ramadan. Le conseil régional s'est également doté d'un site électronique, de 20 ordinateurs de bonne qualité. Il a clôturé l'espace séparant le siège du CR et le goudron en le protégeant, sur 800 m², par un mur et en y plantant 100 arbres fruitiers arrosés avec une technique des plus modernes.

Le président du conseil régional du Trarza a aussi indiqué, qu'en 2022, la direction régionale de l'Éducation a reçu du conseil régional 700 tables-bancs de bonne qualité. Il a noté, toujours dans le cadre des réalisations du conseil régional pour l'année 2022, l'approvisionnement en eau potable de la localité de « El Mouyessar », dans la commune d'El Khat, dépendant de la moughataa de Méderdra, la distribution de grillage et de piquets à des personnes à besoins spécifiques et de dons en espèces à 21 mahadras, avec comme seuil minimum 100.000 UM.

Enfin, Ould Brahim Ould Siyid a rappelé la distribution de prix aux lauréats aux concours nationaux. La préparation de l'atelier sur la stratégie de développement et de croissance accélérée du Trarza est l'un des axes posés par le conseil régional comme élément de son plan d'action et des réalisations de premier plan.

Propos recueillis par S. Mohamed

Le président de l'Association des maires du Trarza :

La tenue d'un conseil des ministres délocalisé va impulser les perspectives de développement dans la wilaya

Le Trarza, wilaya du sud-ouest de la Mauritanie, se distingue par son importance économique fondée d'abord, sur son statut de « grenier du pays », et, depuis la découverte d'importants gisements de gaz au large de N'Diogo, sur ses réserves en hydrocarbures.

La wilaya qui compte parmi les plus peuplées de la Mauritanie a également un potentiel touristique certain, grâce à ses réserves naturelles (parc de Diawling, parc d'Awleiguat, lac de R'Kiz) et sa position géographique, comme « porte » de la Mauritanie vers l'Afrique subsaharienne, avec le bac de Rosso qui sera très bientôt remplacé par un pont reliant les deux rives et rendant plus fluide des échanges commerciaux sécuritaires entre la Mauritanie et le Sénégal.

Pour parler de l'importance économique de cette wilaya, mais aussi des transformations profondes qu'elle connaît depuis l'arrivée au pouvoir de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Horizons Magazine a rencontré le président de l'Association des Maires du Trarza (AMT), M. Mohamed Ould Abdallahi Salem Ould Ahmedoua, maire de R'Kiz. Réalisations, visite du Président de la République, décentralisation, potentiel économique de la wilaya, développement local, tels sont les sujets abordés durant l'entretien à cœur ouvert pour faire l'état des lieux du Trarza mais aussi pour parler des perspectives d'émergence économique selon la vision d'un élu du peuple bien imprégné de la réalité du terrain.



A l'entame de l'entretien accordé à Horizons, le président de l'Association des maires du Trarza (AMT) a tenu à remercier l'AMI pour l'occasion offerte de parler de la vie d'une association qui compte en son sein 25 maires, de ses objectifs et des espoirs fondés sur les orientations des pouvoirs publics en matière de choix de la décentralisation comme meilleur modèle pour le développement local qui est la raison d'être des mairies et de ce regroupement associatif des communes du Trarza.

« La récente visite à Rosso de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et la tenue au chef-lieu du Trarza d'un conseil des ministres délocalisé va impulser les perspectives de développement dans la wilaya, par les mesures d'importance prises au profit de l'agriculture et pour la mise à niveau des infrastructures de base », estime le président de l'Association des maires du Trarza pour qui la participation des maires au succès de l'accueil populaire réservé à Son Excellence le Président de la République est indéniable. « Nous sommes élus au suffrage direct par le peuple et à ce titre, nous sommes sa voix, son relais avec l'administration que nous sollicitons, en fonction des ressources et moyens disponibles, pour exaucer les vœux et espoirs de nos électeurs », affirme Ould Ahmedoua. Evoquant l'importance économique de la wilaya du Trarza, le président de l'AMT indique que le

rôle prépondérant de la wilaya comme grenier de la Mauritanie se justifie par sa contribution dans l'autosuffisance du pays en riz. « Cette importance va se renforcer dans un avenir très proche, avec l'exploitation du gaz à partir du champ de Grand Tortue Ahmeyim dans la zone maritime de N'Diogo », ajoute le Président de l'Association des maires du Trarza.

Les espoirs sont donc permis qu'un tel apport économique dont les retombées, au plan national, sont certaines, va aussi impacter positivement les populations locales du Trarza déjà bien nanties, en termes de réalisations durant ces trois dernières années. Et le président de l'Association des maires du Trarza de citer les routes (construction ou réhabilitation), l'électrification rurale qui profite à plusieurs localités, l'eau potable, l'emploi des jeunes et le volet social du programme 'Taahoudati' (cash transfert, financement d'AGR, assurance maladie, distribution de vivres, aides aux personnes à besoins spécifiques, etc.) portés par la Délégation générale à la solidarité nationale et à la lutte contre l'exclusion (Taazour), le commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) et plus généralement, par l'action du Gouvernement tournée vers le bien-être du citoyen suivant les instructions fermes de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. L'apaisement initié par le Président de la République et

tout ce qui a été entrepris pour le renforcement de l'unité nationale et de la cohésion sociale sont également de précieux acquis que le Président de l'Association des maires du Trarza tient à saluer, étant à la base de tout ce qu'il a cité comme réalisations au plan économique et social.

« Des réalisations qui ont donc un impact visible sur la vie des populations », estime le Président de l'Association des maires du Trarza qui précise que si la wilaya participe pleinement à la vie nationale, à travers ses cadres et hommes politiques qui la représentent convenablement, elle estime aussi que l'État le lui rend bien par les multiples égards dont elle bénéficie; il cite comme exemple, la récente tenue du conseil des ministres à Rosso et les décisions prises pour booster le développement de l'agriculture dans la wilaya.

Le président de l'Association des maires du Trarza indique pour finir que la décentralisation se renforce grâce à une coordination excellente avec le ministère de l'Intérieur qui s'est engagé à la rendre effective puisque c'est une orientation claire de Son Excellence le Président de la République. « Dans ce cadre, le soutien du département aux mairies comme axe principal de cette décentralisation, se manifeste par plusieurs mesures dont l'allocation d'un montant annuel pour l'assainissement, y compris pour les communes rurales », précise-t-il.

Propos recueillis par S.M

Trarza, une wilaya en plein essor économique

La wilaya du Trarza se situe dans la partie sud du pays. Elle est bordée, à l'est, par le Brakna, à l'ouest, par l'Océan atlantique, au nord par les wilayas de l'Inchiri et de l'Adrar et, enfin, au sud, par le fleuve Sénégal. Sa superficie est estimée à 67.000 km² et sa population à 272.773 personnes, selon le recensement de 2013, dépasse, probablement aujourd'hui, les 300.000 habitants, avec une densité de 3,96 hab./km². La wilaya compte 7 moughataa, 4 arrondissements et 25 communes.

Le Trarza est divisé en sept moughataas : La moughataa de Boutilimit est composée des communes de: Ajoueir, Boutilimit, Elb

Adress, El Moyesser, Nebaghiya, N'Teichet, Tenghadi. Celle de Keur Macène compte les communes de Keur Macène, M'Balal, et Ndiago. La moughataa de Mederdra comprend les communes de Beir Taouress, El Khat, Mederdra, Taguilalet, Tiguient El Jedid, d'Aouleigatt, d'El Ariye, de Ouad Naga. Celle de R'Kiz est composée des communes de Boutalhaye, Bareina, Lexeiba 2, R'Kiz. La nouvelle moughataa de Tékane est composée des communes de Tékane, Chemama, et Teychtayat et celle de Rosso qui est constituée de des communes de Jedr El Mouhguen et Rosso



Climat et végétation

Le Trarza est soumis intégralement à un climat désertique chaud (Classification de Köppen BWh) avec cependant des nuances : près de 70 % de la superficie du territoire possède un climat saharien typique alors que les 30 % restants détiennent un climat saharo-sahélien, car situés dans la zone de transition progressive entre le Sahara (espace désertique) et le Sahel (espace semi-désertique ou semi-aride) où règne alors un climat semi-aride chaud (Classification de Köppen BSh)

Dans les zones touchées par la désertification, la végétation ligneuse disparaît peu à peu. Les espèces ayant le mieux résisté sont les euphorbes (*Euphorbia balsamifera*), les balanites (*Balanites aegyptiaca*) et les asclépiadacées (*Leptadenia pyrotechnica*), ainsi que les tamaris (*Tamarix senegalensis*) sur la façade atlantique. Les populations du Trarza vivent principalement de commerce, d'agriculture, de pêche et d'élevage.

Rosso, une ville commerçante

La ville de Rosso, chef-lieu de la wilaya du Trarza, abrite 33.581 habitants, selon le Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2013) et

recèle d'importantes potentialités qui peuvent être mises en valeur pour permettre une bonne contribution aux politiques de lutte contre la pauvreté. Son déplacement envisagé en 2009 pour prémunir les populations contre des inondations récurrentes n'a pas été achevé, sans doute parce qu'il a rencontré des résistances mais aussi, parce qu'il a été envisagé dans des conditions d'impréparation telles que plusieurs infrastructures de base peinent à voir le jour. Le stade et la maison des jeunes sont encore à l'état de chantiers.

Une population composée de 51% des jeunes âgés de moins de 20 ans avec un taux d'analphabétisme de 20,1% (16,1% pour les hommes, contre 24,3% pour les femmes). La population en âge de travailler est de 14.600 dont 6403 disposant d'un niveau d'instruction allant du primaire à l'université (399). Pour le commerce (3036), administration et services (2194), BTP (593), agriculture (533), transport (529). Accès à l'eau potable (80%). Source combustible Gaz (58,9%), propriétaire (69,5%).

Rosso est la ville de tous les paradoxes. Entre des potentialités économiques certaines et un mal développement visible à l'œil nu. Exaspérant même. Impossible d'aimer cette ville si on n'est pas l'un de ses « fils » comme on dit.

Le principal problème de Rosso est d'abord celui de toutes les villes mauritaniennes construites sans plan directeur. Il s'agissait, au départ de bourgs, de villages où tout s'emmêle : activités agricoles, élevage et commerce ! L'exode rural, suite à la grande sécheresse du début des années 70 du siècle dernier, a contribué à l'expansion de ces villes « sans visage », avec la naissance de quartiers qui portent bien leur nom : kebba (dépotoir) et gazra (squat). Un phénomène d'urbanité sauvage que l'on a surtout observé à Nouakchott et à Nouadhibou mais qui à Rosso, a donné le quartier de Satara ainsi que d'autres « M'Aïvissa » (la forcée), à Aleg, et « El Moussafrine » (rapatriés) de Boghé.

A Rosso, la création d'une nouvelle ville a le double avantage de trouver une solution aux inondations et de dégager l'espace « vital » du chef-lieu du Trarza, à savoir le fleuve pour en profiter pleinement dans le domaine de l'agriculture, de l'industrie, la navigation et la pêche. Mais plus de dix ans après le lancement de ce projet, avec la réalisation des infrastructures de base nécessaires (routes, hôpital, électricité, bâtiments administratifs, etc), les populations rechignent à aller occuper leurs nouveaux terrains.

Sneiba M.

Le Trarza, grenier de la Mauritanie



La visite effectuée par le Président de la République, le 2 février 2023, avait pour objet, entre autres, de réaffirmer le caractère irréversible de l'option de décentralisation et de donner un nouvel élan à la vocation agricole de la wilaya du Trarza dont la « position dominante » de première zone de production agricole du pays se renforce de plus en plus.

L'importance du Trarza comme zone agricole par excellence est perçue lors de cette visite, à travers la communication faite par le ministre de l'Agriculture, M. Yahya Ould Ahmed Waghf, présentant au gouvernement l'état des lieux et les perspectives du secteur agricole avec d'une part, « les grandes lignes de programmation de la contre-saison chaude de riz 2023 et les mesures qui ont été prises pour assurer sa réussite », et d'autre part, en vue de « dégager les meilleures pistes à suivre pour sa relance, en attendant l'actualisation du plan de développement du secteur. »

Parmi les mesures envisagées dans ce cadre, figure, « la décision importante de trouver une solution rapide et juste au problème de la dette accumulée par l'exploitation de 13 000 hectares, dont 30% de petits exploitants en vue de faciliter la reprise de leurs activités », souligne M. Cheikh Ahmed Ould Tlami, délégué régional de l'Agriculture. Suite à cette visite présidentielle, et conformément à la politique

suivie par le secteur pour faire de l'agriculture l'un des piliers de l'économie nationale, le département est sur le point de procéder au recrutement d'ingénieurs et de techniciens pour aider les exploitants à tirer un meilleur profit de leurs périmètres. Mais, précise le délégué régional de l'Agriculture, « les efforts menés par les pouvoirs publics ne suffiront probablement pas à l'atteinte des objectifs fixés si les agriculteurs eux-mêmes ne comprennent pas qu'il y a de nouvelles pratiques à faire. Comment comprendre, ajoute-t-il, que l'on produise, ici, 20 tonnes, dans une spéculation comme le maraîchage, et qu'au Maroc, par exemple, c'est dix fois plus ! Ce sont les techniques et les connaissances qui créent la différence », conclut-il, appelant les agriculteurs à s'orienter vers la mécanisation et à faire les bons choix. « Vous pouvez trouver un investisseur prêt à mettre 200 millions « en terre », dans un projet, engageant 100 ouvriers agricoles, mais ne voyant aucun intérêt à s'attacher les services d'un ingénieur agricole ou un technicien pour 200.000 ouguiyas anciennes !

Des efforts qui payent...

Malgré des problèmes et contraintes que les agriculteurs n'hésitent pas à conter au premier venu, comme en cette journée de réflexion organisée, le 10 février 2023, à Rosso, par l'Union des Agricul-

teurs du Trarza et l'Association des Agriculteurs de la Vallée, l'agriculture connaît une amélioration notable dans cette wilaya considérée comme le grenier de la Mauritanie.

Pour la campagne normale (hivernage) 2022, près de 36000 hectares ont été cultivés au Trarza, souligne le délégué régional de l'Agriculture. La production estimée à 6 tonnes à l'hectare a donné 60% de riz blanc. Pour la campagne de contre-saison chaude, 30.000 hectares ont été cultivés sont de l'ordre de. Ould Tlami affirme qu'aucune donnée n'est disponible pour le moment mais que les prévisions sont bonnes.

Cette vocation agricole de la wilaya du Trarza est également visible dans les moyens dont disposent les sociétés d'Etat et les opérateurs privés à travers quelque 300 engins agricoles (moissonneuses, tracteurs, etc.), l'installation de 25 usines de décorticage et d'ateliers de réparation de matériels agricoles.

Le ministère de l'Agriculture concentre ses efforts sur l'assainissement des affluents et des axes hydrauliques pour assurer la permanence de l'eau et pour conquérir de nouvelles zones adjacentes à ces aménagements hydrauliques, notamment dans les axes de Tambass et Qadim estimés à 1000 hectares, en plus des affluents Maysukh où un pont est en cours de construction pour maîtriser l'eau et la restauration en cours de nouvelles terres cultivables.

Ainsi, au Trarza et en Mauritanie de manière générale, la volonté politique affichée pour atteindre l'autosuffisance alimentaire est en train d'avoir de l'effet, surtout pour la production de riz qui couvre aujourd'hui selon les statistiques, 80 % des besoins, avec une consommation nationale estimée à 48 kg par personne et par an.

...mais encore beaucoup de contraintes

Le délégué régional de l'Agriculture reconnaît cependant qu'il y a du travail à faire pour atteindre non pas l'autosuffisance mais pour réduire le déficit alimentaire dans un environnement où tout n'est pas forcément à l'avantage de l'agriculteur. Comme dit par exemple Ould Tlamid, cette montée inattendue des prix qui a touché les engrais dont la tonne est passée de 350 à 700 dollars ou du litre de gasoil, provoquée par le conflit russo-ukrainien. Il y a aussi cette « résistance » au changement des mentalités devant permettre de passer à de nouvelles pratiques culturelles favorisant l'investissement dans la diversification agricole (production de légumes et de fruits) et dans la recherche de partenariat avec l'investissement étranger nécessaire, comme partout en Afrique, au développement des filières.

Ces questions de mise à niveau évoquées par le délégué régional de l'Agriculture étaient comme par hasard, au centre d'une journée de réflexion au profit des agriculteurs professionnels, organisée le 10 février 2023 à la Maison des Jeunes de Rosso, par l'Union régionale des agriculteurs du Trarza et l'Union des Agriculteurs de la Vallée. Les participants à cette rencontre, suscitée sans doute par les récentes mesures prises suite à la visite du Président de la République au Trarza, ont essayé de traiter de tous les problèmes posés, notamment la recherche agricole, la diversification et le partenariat public-privé dans un secteur vital pour une population qui vit à 41% dans les zones rurales et génère 25% du PIB, selon le Fonds international de développement agricole (FIDA).

La montée de l'irrigué

Depuis l'avènement de l'irrigué au début des années 1980, la production de riz n'a cessé d'augmenter pour être aujourd'hui la première céréale produite en Mauritanie. La production totale de céréales a atteint, pour la campagne 2020-2021, 278 265 tonnes contre 201 604 tonnes, en 2017-2018. Concernant le riz, cette production a été estimée à 64 135 tonnes, pour la même période, contre 62 146 tonnes, en 2017-2018.

Malgré le développement des techniques de l'irrigation et du drainage, il reste encore beaucoup à faire pour exploiter à fond le potentiel irrigable évalué à 250.000 ha, dont 136. 500 ha dans la vallée du fleuve Sénégal.

En 2004 déjà, le Trarza était le point de convergence des exploitants privés : 20.000, renseigne une fiche de la FAO, contre 800 au Brakna et 300 au Gorgol. Aujourd'hui, c'est encore le cas, même

si la ruée vers l'irrigué supporté au début par des fonds de la Banque mondiale, avec des programmes comme le Programme de Développement Intégré de l'Agriculture Irriguée en Mauritanie (PDIAIM) et l'Union Nationale des Caisses Agricoles de Crédit et d'Épargne de Mauritanie (UNCACEM), a baissé d'intensité.

Un exploitant de la zone Gweir explique les raisons d'une telle désaffection : « le coût d'exploitation par hectare ne cesse d'augmenter. Il varie aujourd'hui entre 240.000 et 300.000 ouguiyas pour un rendement moyen de 4 tonnes, sauf dans les nouvelles zones, comme à Lemseydi et certaines exploitations entre Rosso et Boghé où l'on peut obtenir jusqu'à 7 tonnes à l'hectare. »

L'État intervient souvent selon la conjoncture, pour apporter son soutien aux exploitants privés en fournissant l'engrais subventionné ou en l'exonérant des taxes. Une tâche dont s'acquitte le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), depuis la disparition de la Sonimex, sur simple présentation d'une fiche délivrée par la fédération des agriculteurs de Mauritanie.

Pour cet exploitant, les petits producteurs ont également besoin de protection. Certains gros producteurs feraient introduire de manière frauduleuse, du riz blanc sénégalais vendu comme du riz local. Une manière pour eux de compenser les contreperformances de la campagne d'hivernage, en attendant de pouvoir se rattraper en contre-saison.

Situation des coopératives agricoles et des exploitations familiales

Au niveau des coopératives agricoles et des exploitations familiales, l'appui de l'État se fait toujours à travers les interventions de la Société nationale pour le développement rural (Sonader).

Dans sa mission d'encadrement des coopératives agricoles et de suivi de l'exécution des projets lan-

cés par le gouvernement, la Sonader a aménagé, en 2020, une superficie de 4200 hectares, soit 80% du programme du président de la République, dans la zone de Mbakh Dicuk, Mboti et Tcheychiya.

Le directeur régional de la Société nationale de développement rural (Sonader), M. Mohamed Ould Breika, évoque l'aménagement de 1100 hectares dans la zone au profit de 50 coopératives qui s'autogèrent, mobilisent les financements et profitent du rôle de conseil de la Sonader, dans le cadre de l'Union des coopératives de Rkiz, pour produire du riz alors que 60 hectares sont consacrés à des spéculations maraîchères. Ces coopératives ne payent qu'une seule taxe fixe de 16 500 MRO par hectare et par an, destinée à alimenter leur fonds de roulement.

Il s'agit d'un projet pilote qui malgré quelques problèmes dont celui du manque d'eau (aujourd'hui réglé grâce au canal de Louweija long de 60 km), accorde plus d'attention que par le passé aux petits producteurs du Trarza.

Ces nouveaux aménagements s'ajoutent aux 87.000 hectares existants constitués de trois types d'exploitations (groupements) : de 2 à 10 hectares (production de légumes), de 20 à 35 hectares, dans les localités de Bellara, Keur Macene, Beguemoun, Dakhla, Lkek et Tenguidet (coopératives villageoises) et les grands agriculteurs dont les exploitations peuvent avoir des superficies de quelques centaines d'hectares généralement consacrées à la production de riz.

La production de légumes est l'une des priorités des décideurs qui ont à l'esprit la crise d'il y a trois ans, due à une rupture dans la chaîne d'approvisionnement à partir du Maroc. Tous les efforts sont faits depuis, pour que cette production assure une bonne partie des besoins du marché, comme c'est déjà le cas pour le riz, avec une couverture des besoins estimé à près de 80 %.

Sneiba



Lac R'Kiz :

Une gestion de l'eau adaptée aux besoins des populations

Le lac R'kiz est situé à 50 kilomètres au nord-est de Rosso. Un projet d'aménagement y a été conçu afin de prolonger en territoire désertifié au plan agricole, un peu de la vie du fleuve Sénégal. Administrativement, le lac R'kiz dépend de la moughataa (département) éponyme. Faisant partie des plus importantes zones humides de Mauritanie, le lac R'Kiz est en train de gagner en intérêt, de par son cadre physique propice au développement d'un tourisme intérieur, surtout en période d'hivernage, son occupation du sol, la mise en valeur de ses terres, malgré les problèmes d'aménagement que son exploitation suivant des normes modernes a suscités.

Le directeur régional de la Société nationale de développement rural (Sonader), M. Mohamed Ould Breika, évoque l'aménagement, dans la zone du lac R'Kiz, de 1100 hectares au profit de 50 coopératives qui s'autogèrent, mobilisent les financements et profitent du rôle de conseil de la Sonader, dans le cadre de l'Union des coopératives de Rkiz, pour produire du riz alors que 60 hectares sont consacrés à des spéculations maraîchères. Ces coopératives payent une taxe fixe de 16.500 UM, par hectare et par an, destinée à alimenter leur fonds de roulement. Il s'agit d'un projet pilote qui malgré quelques problèmes dont celui du manque d'eau (aujourd'hui réglé grâce au canal de Louweija long de 60 km), accorde plus d'attention que par le passé aux petits producteurs du Trarza.

C'est dans une dépression autrefois entièrement remplie d'eau que s'est formé le lac R'kiz. Cette dépression a une longueur de 34 kilomètres environ et une largeur de 4 à 6 km; elle va du nord-est au sud-ouest. Le lac R'kiz se trouve à 90 km environ au nord-est de Rosso, à 16° 45' - 16° 55' de latitude Nord et à 15° 10' - 15° 27' de longitude Ouest.

Les études géologiques estiment que, « lorsque, après la dernière période glaciaire, les calottes glaciaires ont commencé à fondre, le niveau de la mer a monté. En même temps, le plateau tectonique a basculé, de sorte que l'ancienne embouchure du fleuve Sénégal, dans le golfe entre Nouadhibou et Trarza, a monté dans le nord et a baissé dans le sud. De ce fait, le fleuve s'est divisé en plusieurs bras avant de se jeter dans la mer de plus en plus au sud. Entre les cordons de dunes sablonneuses existantes des dépressions se sont remplies, créant ainsi des lacs comme ceux de R'kiz et d'Aleg. »

Il est également dit que ce lac (R'Kiz) « fait partie



de la série de lacs et d'oueds, qui se courbe près de Kaédi vers le nord comme une longue vallée fluviale ancienne, pour aller jusqu'au lac Guiers », et qu'ensuite, « à cause de l'érosion éolienne cette courbe a été rompue de nouveau, forçant le fleuve Sénégal à suivre un autre cours, plus vers le sud. »

Les sols de la dépression de R'kiz se composent d'argiles et de limons argileux. Vers l'ouest et le sud-ouest, on trouve des sols de sable à pente faible et modérée avec développement de sols minimal, ainsi que des argiles pauvrement drainées et des limons argileux (interdunes). Ces sols se trouvent dans les anciennes zones étendues de dunes continentales.

A l'est du lac se trouvent de vieilles dunes continentales un peu plus escarpées se composant de sables à pente modérée avec développement de sols minimal. Au nord du lac, on trouve des argiles, des sols salins et sodiques et des sables.

Du fait que la distance entre le lac Rkiz et l'Océan Atlantique est moindre comparée à celle des zones humides situées plus à l'intérieur du pays, les températures moyennes sont plus basses. Si la mer a un effet modérant sur les températures maximales, sa proximité fait qu'elle augmente l'humidité de l'air; la chaleur semble plus forte pour cette raison.

Au cours de ces dernières décennies, les précipi-

tations ont diminué ici aussi : de 250 - 300 mm en 1941 - 1969, à 150 - 200 mm en 1970 - 1980. Les précipitations étaient de 92 mm en 1986 et 241 mm en 1987. Le lac Rkiz se trouve actuellement dans la zone climatique saharo-sahélienne où la pluviométrie annuelle se situe entre 150 et 250 mm.

Hydrologie et topographie du lac

Le lac Rkiz est à peine alimenté par l'eau de pluies des zones avoisinantes. Seulement sur le côté nord-est du lac on trouve quelques oueds. Le lac Rkiz reçoit son eau du fleuve Sénégal; deux marigots, le Nasio et le Laouwayja, constituent la liaison. Il s'agit ici de deux anciens bras qui faisaient partie de l'ancienne courbe constituée par les lacs, les marigots et le fleuve.

La saison humide, la seule « utile » pour les paysans, ne s'étend que sur deux mois et demi, de juillet à la mi-septembre exactement; le mois d'août représente à lui seul 39% du total pluviométrique annuel. C'est donc sur une très courte période que se joue le destin d'une année tant au point de vue des cultures sous pluie que des pâturages. Le total pluviométrique annuel peut même dépendre d'un seul mois, voire d'une journée.



La partie orientale du lac est à -3 m NGI, la partie occidentale à -2 m NGI. Par les marigots Nasio et Laouwayja, la crue du fleuve Sénégal remplit le lac. Lors d'une inondation de 0.0 m NGI, le lac atteint une superficie de 11.500 ha. L'eau devant passer par les marigots d'une longueur considérable, ce qui la freinait considérablement, elle n'aura pas de sitôt atteint le même niveau dans le lac que dans le fleuve Sénégal. Cependant, on a pu estimer, en se basant sur les vestiges des crues dans les végétations, que dans le lac, le niveau de 1.00 m NGI a été atteint comme niveau maximal, créant une profondeur maximale de 3 - 4 m et une superficie de 16.500 ha. L'élévation du niveau de l'eau du lac R'kiz débutait peu après l'arrivée de la crue dans la basse vallée du fleuve Sénégal (vers la deuxième moitié de septembre).

Après la décrue vers la fin novembre/décembre, même les marigots s'asséchaient partiellement et le niveau de l'eau dans le lac R'kiz commençait à baisser peu à peu.

Un dessèchement complet du lac R'kiz ne s'est produit à ce que l'on sache, que pendant les der-

nières années de la sécheresse dans la zone du Sahel. Fort probablement, il y avait de l'eau dans le lac R'Kiz pendant toute l'année, comme dans le lac de Guiers.

A l'heure actuelle, la gestion de l'eau dans le lac R'Kiz est adaptée aux besoins de l'agriculture dans la zone.

L'approvisionnement en eau du lac R'kiz se fait plus sûr depuis qu'il y a le barrage de Diama qui retient les eaux. La régularisation du fleuve par le barrage de Manatali, en revanche empêchera une très grande crue fluviale et en conséquence une inondation maximale du lac Rkiz.

Production agricole traditionnelle

Du moment où la Sonader a commencé en 1982 à développer et à gérer la région, le lac R'kiz est devenu une zone agricole de grande importance. Déjà, dans le passé, on cultivait du sorgho sur les rives du lac et des marigots, quand l'eau se retirait. Sur les terres un peu plus élevées qui n'étaient jamais inondées, on pratiquait la culture du diéri, qui dépendait des pluies. On y cultivait du maïs et du

mil.

En arrivant dans la zone, la Sonader a repris plus ou moins ce système traditionnel d'agriculture, en le modernisant et en l'incorporant dans une gestion d'ensemble qui consiste en différentes parties : Quand le niveau de l'eau commence à baisser, on se met à planter du sorgho dans le CO., en commençant sur les rives environnantes et en allant de plus en plus à l'intérieur. Il s'agit ici de quelque 800 ha dans une zone inondable de 1900 ha environ. La récolte est la plus petite de la zone du lac et se limitait à 0.8 tonnes/ha/an environ. Une fois inondée, la vallée du Nasio est fermée au moyen d'un barrage, elle s'asséchait par la suite. Puis, on plantait du sorgho sur une surface totale de 800 ha environ, ce qui rapporte 1.7 tonnes/ha/an. Sur les rives on cultive en outre des légumes : des tomates, des courges et du mil. La zone de transition, dans le CE, située entre le CO et les parties ABCD n'est cultivée que sur une superficie de 400 ha (sorgho), quand l'eau s'est retirée. La récolte s'élève à 2.2 tonnes/ha/an. Les autres 600 ha servent au pâturage. Dans le voisinage de la zone de transition se trouve un périmètre irrigué grand de 60 ha, où l'on faisait des expérimentations en vue de développements ultérieurs. C'est le Laouwayja qui alimente ce tout petit périmètre en eau, divisé en champs de 0.25 ha plantés de riz, haricots, courges etc.

Finalement, il y avait les parties ABC et D, entourées de petites digues (superficie totale 2400 ha). Ces parties sont inondées de D jusqu'à A au fur et à mesure qu'il y a assez d'eau. On y plante le sorgho quand l'eau a disparu après 30 à 45 jours. La récolte est de 2.2 tonnes/ha/an. La culture du sorgho semble être le mieux développée ici, en combinaison avec la vallée du Nasra et la zone de transition (superficie cultivée: 2000 ha).

Une activité de pêche était possible

Dans le passé, le lac Rkiz a été riche en poissons, ayant alors une superficie de 16.500 ha au maximum, et une profondeur de 3 - 4 m et étant en communication ouverte avec le fleuve.

La longue sécheresse a fait disparaître tous les poissons du lac pendant les années du manque d'eau. En ce moment, il faut alimenter le lac par les marigots qui coulent du fleuve vers le lac. Or, les développements de la pêche sont fortement gênés par le peu de profondeur et les végétations présentes dans le lac. En 1987, on a pu constater que l'eau qui inondait le côté ouest contenait beaucoup de Tilapidac, ainsi que des Chrystichtus spec, Cuprinidae, Siluridae, et Cupiliformidae qui pénétraient la zone, venant du Nasio. On n'a pas trouvé de grands poissons de deux ans dans les plaines inondées du côté ouest, bien qu'on en ait attrapé dans le marigot Laouwayja et dans les canaux d'irrigation du périmètre agricole.

La pêche se limite à quelques personnes qui appliquent les méthodes traditionnelles pour pêcher près de l'ouvrage de Laouwaya.

S. Mohamed

Economie :

Le port de Ndiago et le gaz, nouveaux atouts du sud mauritanien

Le port de N'Diago, situé à 250 kilomètres au sud de Nouakchott et à 40 km de Keur Macène, est enfin prêt pour prendre sa vitesse de croisière, avec l'imminence de l'exploitation du gaz du champ Grand Tortue Ahmeyim, mais pas que. Port multifonctions, cette infrastructure est appelée aussi, à jouer un rôle de premier plan dans les activités de pêche et d'échanges commerciaux entre la Mauritanie et le reste du monde.

M. Mamadou Sagho, officier de port de N'Diago, explique à Horizons Magazine l'importance de cette infrastructure portuaire en déroulant ses principales caractéristiques.

Le port de N'Diago se situe à l'extrême sud-ouest de la Mauritanie, précisément sur la position 16° 27 nord, 16° 27 sud. Le port occupe une étendue de 64 km² de domaine portuaire. Il est équipé de différentes installations dont le quai commercial d'une longueur de 220 mètres peut accueillir des bateaux de 180 m au maximum. Il est aussi équipé d'un quai de pêche de 460 m qui peut être occupé par plusieurs bateaux

de pêche à la fois. Un quai militaire long de 110 m, accostable des deux côtés et enfin, un quai d'avitaillement de 110 m aussi, également accostable des deux côtés. Précisons que le quai commercial a une profondeur de 12 mètres, alors que les autres quais ont une profondeur de 6 mètres. Il a aussi un chenal de 1700 mètres avec une profondeur de 12 mètres.

Le port comprend également un chantier de réparation qui peut à la fois avoir 4 navires de 90 m de long et qui peut recevoir, au cours de l'année, 70 navires. Il est aussi équipé d'une centrale électrique solaire.

Cette infrastructure tire aussi son importance de sa proximité avec les champs gaziers, notamment celui qu'on appelle communément GTA (Grand Tortue Ahmeyim) et Biralla. Il se situe à une heure de navigation de ces deux sites gaziers. Il constitue donc une grande opportunité pour l'exploitation du gaz.



Retombées économiques pour N'Diago

L'importance stratégique de N'Diago en tant que zone-frontière est en train de prendre une autre dimension avec la construction d'un port multifonctions (de pêche, commercial et militaire), mais surtout, l'exploitation en 2023, du méga gisement gazier Grand Tortue Ahmeyim découvert, en 2015, par Kosmos Energy à la frontière maritime mauritano-sénégalaise.

Si les retombées économiques de cette exploitation sont plus qu'évidentes pour les deux pays (de nouvelles ressources budgétaires et l'approvisionnement en gaz devant servir à produire de l'électri-

cité), l'on peut se demander quels bouleversements (positifs et négatifs) peuvent engendrer une telle situation. Pour connaître la nature de ces changements, en termes de perspectives et surtout d'attentes, il suffit de voir comment les populations de la zone expriment, en termes de développement, ce qui peut être l'une des zones de production les plus importantes de la Mauritanie.

Sous peu, N'Diago « ne sera plus N'Diago », affirme un cadre de cette commune composée de 28 villages comptant plus de 20.000 habitants, selon le plan de développement publié en septembre 2014 par l'équipe municipale de l'époque. Il fait sans doute allusion au port multifonctions qui est au-

jourd'hui fin prêt à accueillir les navires.

Le port de N'Diago construit dans la zone de Mouli (Leksair) parachève les infrastructures maritimes sur une côte atlantique de près de 754 kilomètres (80ème rang sur 151 pays) : le port de Nouadhibou, à l'extrême nord, Tanit et Nouakchott, au milieu, et ce nouveau port multifonctions au sud-ouest, à l'embouchure du fleuve Sénégal. Il devrait accroître les capacités de soutien logistique et de transport maritime du pays, renforcer les capacités opérationnelles des forces armées face aux défis sécuritaires et raffermir la souveraineté de l'État sur notre zone économique exclusive (ZEE).



La fiche de présentation de ce port en fait le plus important de la Mauritanie : « l'infrastructure dont les travaux ont commencé en 2016 comptera un port militaire à quai accostable des deux bords, une base navale, un port de pêche d'une capacité de sept quais de débarquement, un chantier naval d'une capacité de 70 navires par an, un quai de commerce pouvant recevoir plusieurs bateaux de 180 mètres de long et un point de débarquement pour la pêche artisanale. »

Le projet est jugé stratégique par le gouvernement mauritanien, qui l'a financé à hauteur de 125,7 milliards d'ouguiyas (352 millions de dollars), selon les données de 2016.

Effets d'entraînement

Avec le port et le gaz, toute la moughataa de Keur Macène verra se produire, à divers niveaux, des changements conséquents dans le mode de vie des populations. Déjà en concurrence avec Rosso au niveau de la production rizicole, avec près de 17.000 hectares offrant les meilleurs rendements (jusqu'à 7 tonnes à l'hectare), la moughataa connaîtra probablement un afflux sans précédent de populations attirées par les nouvelles opportunités d'emplois et d'affaires. La réalisation du tronçon Keur Macène-N'Diago jouera le rôle de catalyseur dans une zone qui, malgré ses potentialités énormes, souffrait de l'enclavement.

Pour le maire adjoint de N'Diago, M. Abdi Ould Eyah Ould Ntefi, le caractère touristique de la zone est inestimable, malgré le peu d'effort fourni pour son exploitation. Il évoque, à ce sujet, la présence d'îles qui valent le détour, le parc de Diawling, le littoral atlantique dont le calme n'est troublé que par le bruit des vagues et les cris des oiseaux. Cette situation pourrait bien changer avec la mise en service du port de N'Diago et le début de l'exportation du gaz.

« On espère que grâce à nouveau port et au gaz, il y aura un rééquilibrage entre notre zone, notre moughataa, et nos voisins qui, en termes d'infrastructures, sont très en avance. Il est inadmissible que les cadres de BP qui viennent nous voir

passent la nuit dans les hôtels de Saint-Louis, pour des raisons de confort, alors que le projet qui justifie leur présence est commun », poursuit le maire adjoint de N'Diago.

Beaucoup soulignent la nécessité de penser urgemment à des projets de développement du tourisme dans une région qui ne manque pas d'atouts: une position géographique privilégiée (le fleuve), l'Océan atlantique avec un climat doux, le parc de Diawling, des animaux sauvages, les îles qu'entourent les défluent du fleuve Sénégal et qui peuvent être inscrites dans les circuits proposés, chaque année, aux touristes comme élément de diversité culturelle.

Entre le fleuve et l'océan

La particularité de N'Diago est que la ville est prise en étau entre la mer et le fleuve. Une situation dont les habitants tirent incontestablement d'énormes avantages en s'adonnant, avec un égal bonheur à la

pêche fluviale pratiquée traditionnellement par des populations possédant une expérience avérée dans le domaine, et une pêche artisanale par les habitants des campements qui s'alignent, sur plus de 200 kilomètres, entre N'Diago et Nouakchott.

Choisi par les autorités comme site de débarquement des prises opérées par les pêcheurs sénégalais dans le cadre de l'accord conclu entre la Mauritanie et le Sénégal, le port de N'Diago pourrait donc mettre fin à ces débarquements anarchiques tout le long de la côte. Il permettra aux pêcheurs de travailler dans les conditions sanitaires requises et aux garde-côtes mauritaniens un meilleur contrôle des prises.

Plus que l'exploitation du gaz, la mise en service du port apportera de grands bouleversements (emplois, ouverture sur le monde, accroissement des activités de pêche, flux migratoires, etc.). Mais la commune est-elle prête à de tels changements ?

Sneiba Mohamed



Réseau routier urbain :

Une amélioration notable



ARosso, les travaux de construction de nouvelles routes urbaines perturbent la mobilité mais personne ne se plaint. A juste raison : tout le monde espère que le réseau urbain en construction, suivant des normes de qualité, sera prêt avant le prochain hivernage.

La construction de réseaux routiers urbains dans les chefs-lieux des wilayas et dans certaines moughataa du pays constitue un axe majeur du volet infrastructures dans le programme "Taahoudati" de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Une importance inhérente au rôle que les routes jouent dans la mobilité urbaine, que ce soit entre les villes ou à l'intérieur de celles-ci, sans oublier également la modernité que ces réseaux confèrent à ces cités.

C'est dans ce cadre qu'il faut placer les efforts entrepris, ces trois dernières années, par le ministère de l'Équipement et des Transports pour mettre en place une nouvelle stratégie de correction des dysfonctionnements dans les villes, nés des gestions antérieures avec le peu d'intérêt pour des réseaux routiers urbains pourtant rendus nécessaires par le développement urbain. Et si l'on s'en tient à ce qui avait été fait dans ce domaine, avant 2019, l'on sera également surpris par la qualité douteuse des travaux, malgré les investissements colossaux injectés dans les routes.

Cette volonté de mise à niveau des réseaux routiers urbains est aujourd'hui manifeste à Nouakchott et dans les wilayas du pays notamment au Trarza.

Dans ce cadre, le délégué régional, M. Ahmed Jedou Ould Sidi, a indiqué que la wilaya bénéficie actuellement d'un réseau routier comprenant plusieurs axes principaux : la route Nouakchott-Rosso, longue de 204 km, Nouakchott-Ouad Naga – Boutilimit- Ajouer (200 km), Tiguent-Mederdra (100 km), Ouweivya-Keur Macène (40 km). Il a ajouté que les travaux de la route Keur Macène-Port de N'Diago, en cours de réalisation devraient renforcer de réseau de 38 km et contribuer au désenclavement d'une zone appelée à connaître bientôt de grands développements économiques grâce à l'exploitation imminente du gaz du champ GTA (Grand Tortue Ahmeyim).

D'autres travaux en cours, comme le réseau urbain à Rosso (10 km), la liaison de la localité de Nebaghya à la Route de l'Espoir (18 km), ou prévus à très court terme (El Bezoul – R'Kiz) vont densifier le réseau routier du Trarza qui a également connu des réhabilitations d'importance.

Concernant ce dernier volet, le délégué régional chargé de l'Équipement et des Transports a rappelé la réfection de l'axe Nouakchott-Boutilimit sur 43 km et celui de Boutilimit-Ajouer. Il a aussi indiqué que 2,6 km de routes urbaines, sur les 7 prévus à Rosso sont déjà réalisés.

M. Ahmed Jedou Ould Sidi devait aussi rappeler

la réalisation en cours du pont de Rosso, une infrastructure qui va faciliter considérablement la circulation des personnes et des biens entre la Mauritanie et le Sénégal en remplaçant les services d'un bac en activité depuis le milieu du siècle dernier.

L'infrastructure de base (pont) comprend des annexes : un marché moderne, un parking autos, un centre commercial et un centre de sport. Elle sera dotée également d'un réseau moderne d'adduction d'eau.

Le délégué régional du MET a toutefois dénoncé la mauvaise qualité du réseau urbain à Rosso et l'absence d'un réseau d'assainissement digne de ce nom, ce qui, dit-il, influe négativement sur la vie des habitants du chef-lieu du Trarza, particulièrement en période d'hivernage. « Le carrefour à l'entrée de la ville, l'état de la route au kilomètre 17, à partir de Nouakchott, le retard des travaux des annexes du pont, l'anarchie qui caractérise la circulation à l'intérieur des villes et sur les axes interurbains, le passage des camions de ou vers Rosso sont également des points noirs que le délégué régional chargé de l'Équipement et des Transports a évoqués comme problèmes à régler et actions à entreprendre au plus vite.

Sneiba Mohamed

Bac de Rosso :

Le directeur général parle des perspectives après la construction du pont



L'histoire du bac de Rosso se confond avec celle de la ville. Le premier moyen de traverser le fleuve, un bac artisanal, été mis en service en 1951. A l'achèvement des travaux du pont de Rosso, le bac cessera ses légendaires navettes entre les deux rives. La Société des Bacs de Mauritanie songe déjà à une « reconversion » et à la poursuite de son activité sous d'autres horizons (Kaédi, Gouraye...

M. Brahim Fall, directeur général de la Société des Bacs de Rosso revient, pour Horizons Magazine, sur l'historique du bac et les changements que provoque la construction du pont de Rosso.

Pouvez-vous nous parler de l'historique du bac de Rosso ?

Comme vous le savez, le cours d'eau qui sépare la Mauritanie du Sénégal, a de tous les temps été traversé. Qui connaît Rosso sait que son histoire est intimement liée au fleuve. D'ailleurs, son nom en hassaniya « legwareb » vient du fait qu'il y avait des pirogues qui assuraient la traversée pour les personnes entre les deux rives. Le premier bac a pris service en 1951, durant la période coloniale pour la Mauritanie et le Sénégal. Le bac s'est modernisé en fonction des époques aboutir à sa forme actuelle. La Mauritanie a obtenu un autre grâce aux fruits de la coopération mauritano-allemande.

Le premier arrivé en 1975 s'appellait « Rosso » et le second acquis en 1981 porte le nom « Trarza ». Ces deux bacs qui font des rotations quotidiennes entre les deux rives du fleuve Sénégal sont la propriété

de la Société des Bacs de Mauritanie, un établissement public à caractère industriel et commercial, opérateur national exclusif chargé des traversées fluviales entre les deux rives. En plus de ces deux bacs qui sont à Rosso, la Société dispose d'un autre artisanal à Kaédi, construit sur fonds propres.

Quel sera alors le sort de ce bac après la construction du pont ?

La Société a un programme ambitieux sur lequel elle travaille en collaboration avec le département de tutelle. Nous envisageons d'ouvrir un point de passage à Gouraye en face de Bakel au Sénégal et d'acquérir un bac industriel pour ce nouveau point de passage.

Nous avons par ailleurs engagé une étude de faisabilité pour d'une part, l'ouverture d'autres points de passage à Tifoundé, en face de Matam et à Lexciba, en face de Podor et de l'autre pour l'acquisition de trois bacs industriels pour ces deux points de passage et le troisième destiné à Kaédi en remplacement du bac artisanal qui est devenu vétuste.

S'agissant du domaine portuaire actuel de la société, abritant pour le moment son siège social, nous avons le projet à proposer à la tutelle de le transformer en centre commercial et touristique. Dès lors, il y a lieu de commanditer une autre étude de faisabilité pour la transformation et la réhabilitation des bâtiments actuels dans une perspective architecturale pour la construction d'un complexe touristique comprenant, entre autres, un hôtel de haut standing et un centre commercial attractif.

Pour ce qui concerne les bacs actuels de la Société, l'étude de faisabilité doit prévoir leur mutation en musée historique sous forme de restaurant flottant sur le fleuve.

Naturellement, cette idée doit dégager les formes de partenariat public et privé pouvant réaliser de tels projets durant les travaux de construction du pont de Rosso pour éviter les longues périodes d'attentes et d'hésitation pouvant contribuer à la détérioration irréversible des bâtiments et des bacs de la société.

Un dernier un mot ?

Les conseils des ministres décentralisés initiés par son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Cheikh El Ghazouani, sont l'amorce d'une nouvelle dynamique pour le développement de nos villes de l'intérieur. Rosso se prépare à accompagner les changements structurants majeurs qui verront le jour bientôt : à savoir la construction du pont, la révolution agraire enclenchée par le gouvernement de la République et surtout les répercussions positives attendues de l'exploitation prochaine du gaz et du pétrole dans la région.

C'est le message historique que Son Excellence le Président de la République et son Gouvernement ont voulu transmettre aux cadres et aux populations du Trarza en tenant leurs assises, pour la première fois, à Rosso pour que cette ville soit à la hauteur de ces enjeux majeurs.

Enfin, j'ose espérer que les futurs élus du Trarza et particulièrement ceux de Rosso, le chef-lieu vont s'inscrire corps et âmes dans cette perspective de développement accéléré de la moughataa pour en faire un véritable pôle économique avec de multiples dimensions.

Propos recueillis par :
Samba Mamadou Gueye

Des efforts considérables pour promouvoir le secteur de l'élevage au Trarza



La wilaya du Trarza, de par sa situation géographique, est l'une des régions les plus importantes du pays en termes d'abondance d'eau, de superficie de terres agricoles, d'abondance et de qualité des pâturages naturels et d'activités. Pour promouvoir de telles ressources naturelles, l'Etat a mobilisé d'importants financements pour, à la fois tirer profit du potentiel agricole de la wilaya, considérée comme le « grenier de la Mauritanie », mais développer aussi le secteur de l'élevage en encourageant les éleveurs à s'orienter vers une pratique rationnelle augmentant la production de viande et de lait alors que, jusque-là, ce qui comptait c'était l'importance du cheptel.

Si le Trarza est plutôt vu comme une wilaya agricole, il ne faut pas oublier, aussi, qu'une bonne partie de sa population vit de l'élevage. Cette importance se remarque par le nombre de personnes qui travaillent dans le secteur, la part de l'élevage dans le PIB sa contribution à la réduction du chômage en milieu rural.

Le délégué régional chargé de l'Élevage au Trarza, M. Taleb Ould Mahfoudh Ould Jiyed, a expliqué que les pouvoirs publics ont travaillé dans le cadre d'une approche globale, à améliorer les performances de ce secteur sur l'ensemble du territoire national en implantant des fermes pour améliorer les races, organiser des campagnes de vaccination pour prévenir les maladies animales les plus courantes et les plus répandues, et creuser des puits dans les régions pour assurer un meilleur abreuvement du bétail. A ces différentes mesures, on peut également ajouter la fourniture de fourrages en grande quantité en cas de besoin et de médicaments vétérinaires.

Dans une déclaration à l'Agence Mauritanienne d'Information (AMI), le délégué régional chargé de l'Élevage indique que la wilaya dispose d'un cheptel important (2 millions d'ovins, 400 000 bovins et plus de 200 000 camelins), ce qui lui a permis de fournir plus de 65 tonnes de lait par jour aux laiteries de Nouakchott et de grandes quantités de viande et de laine.

« 5 unités de collecte de lait, dont 4 à Rosso et 1 à Keur Macène permettent aujourd'hui d'approvisionner les usines de production de lait à Nouakchott », déclare M. Ould Jiyed. Pour accompagner les efforts de ces producteurs locaux, le département de l'Élevage procède, régulièrement, à des campagnes de vaccination contre toutes les maladies tout au long de l'année, en particulier celles que l'État entend éliminer d'ici à 2030, a-t-il ajouté. Pour lui, les éleveurs bénéficient, en plus, de la fourniture de divers traitements, de vaccins et de médicaments, dont la plupart sont gratuits et les autres à un prix symbolique. C'est notamment le cas, cette année, pour deux maladies dont les frais de vaccinations ont été pris entièrement en charge par l'État.

Le délégué régional chargé de l'Élevage a évoqué, par la suite, certaines réalisations accomplies par le département citant, dans ce cadre, la construction de dizaines de hangars de vaccination et de points de santé en plus du financement d'un nombre important de projets générateurs de revenus (AGR) au bénéfice des éleveurs et des petits producteurs de lait. Vue l'augmentation de la consommation nationale en chair de volailles, l'État a décidé d'apporter un soutien important à cette filière qui offre de nombreuses opportunités d'emploi et approvisionne le marché national en quantités importantes

de viande blanche.

Pour sa part, M. Mohamed Ould Salem, vétérinaire à la retraite, a apprécié les efforts considérables déployés par le secteur du développement animal afin de faire progresser la filière, ce qui lui a permis d'augmenter ses rendements et de lui apporter une valeur ajoutée pouvant réduire la dépendance du pays de l'extérieur, surtout en ce qui concerne les importations de lait et de ses produits dérivés.

Il a ajouté que la demande des producteurs de la wilaya du Trarza pour l'insémination artificielle, la culture du fourrage et la coopération avec les vétérinaires sont des facteurs combinés qui auront un grand impact sur l'augmentation de la production en quantité et qualité, et sur la réalisation d'une valeur ajoutée significative. M. Ould Salem a tenu à saluer la pleine disponibilité du département de l'élevage, à travers la délégation régionale au Trarza, pour aider les éleveurs à tirer un meilleur profit de la richesse animale et à contribuer, par leurs efforts, à la réalisation d'une autosuffisance en viande rouge et en lait.

À son tour, M. El Edib Ould Ebnou, président de la section régionale des Associations pastorales du Trarza, a expliqué que le secteur du développement animal dans la wilaya a bénéficié d'un soutien non négligeable ces dernières années, ce qui a eu un grand impact sur l'augmentation des quantités de lait, de viande rouge et de viande de volaille. Il a cependant rappelé la nécessité d'œuvrer pour l'approvisionnement en eau potable de certaines zones de la wilaya, notamment dans le département de Keur Macène, où les animaux souffrent souvent de la soif.

S. Mohamed

Eau potable :

Quand le Trarza fait boire Nouakchott



La wilaya du Trarza compte parmi les régions du pays les mieux pourvues en ressources hydriques. Les affluents du fleuve alimentent d'immenses zones, allant de N'Diogo à Leguatt, point de démarcation avec la wilaya du Brakna. C'est également à partir du Trarza (Idini et Aftout Essahli) que la ville de Nouakchott abrite aujourd'hui plus du quart de la population du pays et est alimentée en eau potable. Depuis sa création, Nouakchott boit l'eau de la nappe d'Idini à partir d'un réseau qui profite également aux localités se trouvant sur l'axe Ouad Naga-Nouakchott sur une distance d'en peu plus de 50 km.

C'est à partir de la première décennie de ce 21^{ème} siècle qu'une alternative pour l'approvisionnement de Nouakchott, toujours à partir du Trarza, a été trouvée. À partir du fleuve, le projet Aftout Essahli est devenu réalité il y a quelques années et les projections estiment qu'il pourrait approvisionner la capitale jusqu'à 2030. Prenant sa source à quelques kilomètres à l'ouest de Keur Macène, Aftout Essahli livre à Nouakchott 115.000 mètres cubes par jour, le reste des 141 mille provenant d'Idini, soit 26.000 m³, selon les données du ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement.

Alors que Nouakchott doit son eau à la wilaya du

Trarza dont les habitants de celle-ci se plaignent, en certains endroits, du manque d'eau. Un paradoxe que les autorités du pays cherchent à régler en mettant en place une stratégie en 5 axes qui sont : l'évaluation et protection des ressources en eau (1), l'accès aux services d'eau pour le plus grand nombre de citoyens (2), l'amélioration de l'accès à l'eau aux besoins de l'agriculture (3), l'amélioration de l'accès aux services de l'assainissement (4) et, enfin, le renforcement de la gouvernance du secteur de l'eau et de l'assainissement (5).

Le directeur régional de l'Hydraulique et de l'Assainissement au Trarza, M. Nah Ould Ali, affirme que cette stratégie ambitieuse se prévaut d'atouts réels pour son succès. Il a ajouté qu'un plan d'action quadriennal a été fait comprenant la création de projets structurants et des actions renforçant les capacités du secteur et sa gouvernance.

C'est à la lumière de cette stratégie qu'a été actualisé aussi le Code de l'eau et l'achat de foreuses d'une grande performance capables d'atteindre 300 mètres de profondeur. Le département a aussi renforcé le contrat-programme pour le forage des puits, le démarrage d'un projet de valorisation des ressources en eaux et un autre de renforcement de l'accès à cette ressource. Un autre projet de réali-

sation de 75 réseaux d'adduction d'eau en milieu rural fait partie également de cette stratégie.

Pour le directeur régional de l'Hydraulique et de l'Assainissement au Trarza, cette wilaya tirera un profit appréciable de ces programmes et projets prévus au plan national. Ce seront les villes d'abord, puis viendra le tour des localités et regroupements ruraux avec possibilité d'une adduction d'eau potable pour toute localité de 300 habitants et plus.

À Rosso, où l'approvisionnement en eau potable se posait avec acuité, ce projet est déjà effectif, au grand bonheur des populations. Le projet interviendra, là où il le faut, pour améliorer l'offre en eau potable notamment en milieu rural. C'est le cas pour l'arrondissement de N'Diogo dont certaines localités s'approvisionnaient à partir de Saint-Louis du Sénégal.

« De façon générale, le département dispose d'une stratégie bien ficelée pour résoudre la plupart des problèmes liés au manque d'eau potable dans la wilaya du Trarza », indique le directeur régional de l'Hydraulique et de l'Assainissement. « On s'attend donc à ce que ces problèmes ne soient que de vieux souvenirs sous peu », conclut M. Ould Nah.

Sneiba Mohamed

Aftout Essahli, eau potable pour Nouakchott jusqu'à 2030

Aftout Essahli, une bande, avec 165 km de long, plus ou moins coupée de la mer par un cordon de dunes littorales de date récente, orienté nord-sud, est un nom doublement symbolique pour les Mauritaniens : c'est un canal long de 55 kilomètres, dans la zone de Keur Macène, qui a renforcé la position stratégique du Trarza dans la politique du gouvernement tendant à assurer l'autosuffisance alimentaire en riz mais c'est, surtout, le projet gigantesque lancé en 2007 qui a permis d'alimenter la capitale Nouakchott à partir du fleuve Sénégal.

Aftout Essahli est aujourd'hui une bénédiction pour les habitants de Nouakchott. C'est à partir de lui que l'approvisionnement d'une ville de près d'un million d'habitants, toujours en croissance démographique, est devenu possible alors que la nappe d'Idini, sur l'Axe Nouakchott-Boutilimit, commençait à montrer des signes d'essoufflement.

Actuellement, la Société nationale d'eau (SNDE) entreprend le creusement de tranchées et la pose de tuyaux dans certains quartiers périphériques de Nouakchott qui doivent bénéficier, sous peu, de l'approvisionnement en eau qui provient de plus de 200 Km.

Le projet qui alimente aujourd'hui Nouakchott en eau potable provenant du fleuve Sénégal avait démarré le 28 novembre 2007, alors qu'il dormait dans les tiroirs depuis bien avant. Plus grand projet hydraulique dans le pays depuis son indépendance, « Aftout Essahli » devait mettre trois ans en travaux pour drainer 168 000 m³ d'eau par jour, soit les besoins de la capitale jusqu'en 2020. La capacité pourra ensuite être portée à 226 000 m³. Le chantier était financé par le Fonds arabe de développement économique et social (Fades), la Banque islamique de développement (BID), la Banque africaine de développement (BAD) et le fonds de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) à hauteur de 451 millions de dollars. Aftout Essahli a amélioré considérablement l'alimentation en eau potable de la capitale et garantit ses besoins en eau jusqu'en 2030. Au-delà de Nouakchott, le projet dessert également les populations rurales des localités traversées par le conduit de l'adduction d'eau à partir du fleuve Sénégal.

L'eau manquait dans les quartiers périphériques, en particulier dans le nouveau quartier Tarhil qui ne disposait d'aucun raccordement. Avant, le quartier était alimenté par des citernes et un nombre important de bornes fontaines ». Aujourd'hui, des milliers de foyers ont un accès direct à l'eau potable.

Près d'un million d'habitants de Nouakchott et sa banlieue ont désormais accès à l'eau potable en qualité et en quantité suffisantes. Leur quotidien en est métamorphosé. Dans certains quartiers, les charretiers vendeurs d'eau se font de plus en plus



rare. Certains, comme Sidi revenu tout récemment de son Barkéol natal, pensent sérieusement à la « reconversion », en envisageant un retour au Marché Socogim pour le transport de marchandises.

Selon H. Bilal, une habitante du quartier Tarhil, « l'eau a apporté un grand changement dans le quartier. La présence de robinets à domiciles doit sans doute réduire les atteintes d'affections dues à la mauvaise qualité de l'eau qui était livrée, sans aucune précaution d'hygiène, à des foyers qui n'avaient aucun autre moyen d'approvisionnement. »

Il est vrai que l'eau est source de vie. Quand on a accès à l'eau potable, on peut tout faire, et de nombreuses opportunités se présentent : des dépôts de briques, des chantiers de construction et même de mini-jardins dans des cours protégées par des murs.

Les principales composantes de l'Aftout Essahli

A. Les ouvrages de traitement

– Une station de prétraitement à Béni-Nadji dont la capacité totale est de 170.000 mètres cubes par jour.

– Une station de traitement final de 150.000 mètres cubes par jour avec une filtration à sable à Nouakchott (PK17).

– Un système centralisé de télégestion de l'ensemble des ouvrages AEP de Nouakchott.

Ce lot est financé par l'Etat Mauritanien et le Fonds Koweïtien de Développement Economique Arabe.

B. Les stations de pompage et lignes électriques

– La station d'exhaure de l'Aftout pour un débit de 3,1 mètres cubes par seconde (267.000 mètres cubes par jour) à l'horizon 2030.

– La station de pompage de Béni-Nadji ayant un débit d'équipement initial de 1,8 mètre cube par seconde (155.000 mètres cubes par jour) avec une HMT de 140 mètres.

– La station de pompage de Nouakchott (PK17) destinée à refouler l'eau potable vers la tête du ré-

seau de distribution de Nouakchott avec un débit de 1,3 mètre cube par seconde, extensible à 2,3 mètres cubes par seconde, avec une HMT de 40 mètres.

– Une ligne électrique 90 kV aérienne longue de 50 kilomètres, deux lignes électriques 33 kV longues de 10 kilomètres et un câble enterré long de 13 kilomètres.

Ce lot est financé par l'Etat Mauritanien et le Fonds Saoudien de Développement.

C. La réserve d'eau prétraitée de Nouakchott

Cet ouvrage de 129.000 mètres cubes a pour double fonction de réguler le fonctionnement du système d'adduction et d'assurer une certaine autonomie en cas de rupture d'approvisionnement en eau.

Ce lot est financé par l'Etat Mauritanien et la Banque Islamique de Développement.

D. Les conduites de transfert d'eau

– Adduction Aftout – Beni Nadji : constituée de deux conduites en parallèle de 1.100 millimètres de diamètre et de 6 kilomètres de longueur.

– Conduite d'eau prétraitée, de Beni Nadji à Nouakchott (PK17) : de 1.400 millimètres de diamètre pour une longueur d'environ 170 kilomètres.

Ce lot est financé par l'Etat Mauritanien, le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social, le Fonds Koweïtien pour le Développement Economique Arabe, le Fonds Saoudien pour le Développement et le Fonds de l'OPEP.

E. La conduite de transfert de l'eau potable et le réservoir de 5.000 mètres cubes

Après son traitement final au PK 17 de Nouakchott, l'eau est refoulée vers la tête du réseau de distribution dans une conduite de 1.200 millimètres de diamètre sur une longueur d'environ 19,1 kilomètres pour aboutir à un réservoir semi enterré de 5.000 mètres cubes.

Ce lot est financé par l'Etat Mauritanien et la Banque Africaine de Développement.

S. Mohamed

Trarza :

L'électrification, une option choisie

Au cours des trois dernières années, la Société mauritanienne d'électricité (SOMELEC) a multiplié les actions visant à renforcer et développer ses infrastructures électriques pour sécuriser l'approvisionnement des abonnés et permettre l'accès à l'électricité aux habitants.

Si la ville de Rosso qui constitue un pôle de développement agro-industrielle en plein essor a, de plus en plus, besoin d'une offre en électricité suffisante et de qualité, la Somelec prend en compte, également, la nécessité d'accompagner les programmes d'électrification rurale comme option choisie par le gouvernement.

Ainsi, 259 localités dans différentes zones du pays ont déjà bénéficié de ces actions. Ces efforts seront poursuivis, annonce la société, à travers plusieurs programmes jusqu'à l'aboutissement à l'accès universel aux services d'électricité pour tous les habitants à l'horizon 2030, conformément aux objectifs fixés dans le cadre du programme « Taahoudati » du Président de la République, Son Excellence Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Au niveau de la wilaya du Trarza, les interventions de la Somelec ont porté sur le renforcement de l'alimentation de la ville de Rosso par un nouveau transformateur de 5 MVA pour un coût de 33 millions MRO.

En ce qui concerne la moughataa de Boutilimit, 29 localités ont bénéficié des réalisations dont 22 exécutés et 07 en cours. Il s'agit de l'extension des réseaux électriques à : Boutilimit, Welendra 2, Vasse, El Jedide, Ouguey, Bir Elkhcir, Tenyarg, Demam, Rabi 1, Arafatt, Bir Erahma, Nteichitt, El mabrouk, Ijnawoune, Ten Molly, El vouratt, Elkods, Elb Adress, Ain Esselama, Ajweir, Beir El Ben, El Ghezlane.

Les projets en cours d'exécution : Electrification de la localité de N'Voni, El vewz, El mouhamediya, Awkarlebra, El meymoun sud, Elmebrouk 2, Tachott.

Ces réalisations s'inscrivent dans le cadre du projet d'électrification de la Zone Sud dont le coût global s'est élevé à 8,7 milliards MRO.

Au cours des trois dernières années, la SOMELEC a multiplié les actions visant à renforcer et développer ses infrastructures électriques pour sécuriser l'approvisionnement des abonnés et permettre l'accès à l'électricité aux habitants.

Dans la moughataa de Ouad Naga, 05 localités ont bénéficié des réalisations pour un coût global de 300 Millions MRO. Il s'agit de l'électrification de Tewifigh 2, El Jedida, N'Tvachit, El Amra, Awlci-gatt.

Dans la moughataa de Tékane, des programmes sont en cours d'exécution. Il s'agit de l'électrification de Oum El Ghoura (147 Millions MRO) dans le cadre du programme d'électrification rurale dont le financement a atteint 14,5 milliards.

Le programme a bénéficié 13 localité à savoir : Tombayely, Melga Iemrayer, Boukhchebiya, El Khera, Dhaher Nder, Hsey Tourja, Baghdad, El



Adala, Amouraya, Teychtayatt, Ribatt, Tebouk. Pour la moughataa de Méderdra, les efforts d'électrification de la Somelec concernent, pour ceux en cours d'exécution, la localité d'Enhankara (75 Millions MRO) dans le cadre du programme d'électrification rurale.

Projets d'électrification non aboutis

La Somelec doit pouvoir relever cet énorme défi, qu'est est l'électrification rurale. Elle reprend, en effet, des tentatives, au milieu des années 90 du siècle dernier, entreprises par le GRET qui est, en Mauritanie, parmi les premières ONG à avoir tenté d'appliquer, dans ses interventions concrètes, le principe de l'approche technico-gestionnaire. Au début des années 1990, une équipe de cette ONG basée à Nouakchott s'évertue à faire passer dans les faits les schémas techniques et de gestion d'un « projet Alizés-pompage » dans la zone rurale la plus proche de la capitale, le Trarza. « Alizés-Électrique » sera le prolongement de ce premier « projet ». Dans les deux cas, il s'agit d'implanter des éoliennes dans les villages. Les premières sont destinées à produire une énergie de pompage de l'eau potable, tandis que les secondes seront couplées à un système de charge de batteries, elles-mêmes devant alimenter le soir, pendant quelques heures, des « kits d'éclairage » fixés dans les habitations (une ou deux ampoules et prises). Il s'agit donc d'importer une « technologie appropriée » – des machines – qui va permettre l'exploitation d'une énergie « renouvelable » – le vent –, d'abord pour puiser l'eau, puis, ultérieurement, pour recharger des batteries. Les documents du GRET font état d'un challenge technique, couplé à un challenge gestionnaire. La question de la pérennité, l'élaboration d'un modèle de « gestion » économique et sociale, le fonctionnement du système nécessite de l'argent et des compétences techniques, il faut prévoir des pièces de rechange et entretenir régulièrement la machine...

Une évaluation de ces débuts de l'électrification rurale en Mauritanie, partant du Trarza donne une idée de l'enthousiasme qui sera suivie par la désillusion : « Sur le terrain, l'installation d'éoliennes sur les forages et le travail de mobilisation des populations effectué par l'équipe du GRET donne, au début, des résultats positifs. Les machines sont neuves, la saison est favorable, l'eau monte, les villageois, émerveillés, sont faciles à « gérer ». Le responsable du projet « croit » de plus en plus que l'énergie éolienne est LA solution. Très rapidement, une recherche parallèle de financement du volet électricité est lancée. Le moment est propice : on parle de plus en plus, dans les conférences internationales, de l'épuisement prévisible des nappes de pétrole, des dangers de l'énergie nucléaire, des méfaits de la pollution sur l'environnement, des trous dans la couche d'ozone, etc. Proposer d'installer à titre expérimental une « électrification rurale non polluante » dans une vingtaine de villages sahariens, c'est apporter de l'eau au moulin des promoteurs de « biens publics » en même temps qu'une bonne opportunité de « décaissement ». Voilà un argent bien placé, qui servira à quelque chose, nul n'en doute. » « Électrification rurale » est peut-être un grand mot pour désigner ce qui, dans les faits, ne pourra alimenter que quelques ampoules et prises pendant quelques heures chaque jour, mais qu'importe, « l'objectif de développement », qui apparaît sur les documents contractuels et qui est repris comme un leitmotiv en tête de tous les rapports du GRET, est formel : il s'agit de « Promouvoir le développement durable, par l'amélioration de la qualité de la vie et de la situation socio-économique des populations rurales, à travers la mise en place et la diffusion à l'échelle locale et nationale de petits équipements décentralisés de production d'énergie éolienne pour participer aux efforts visant à l'atténuation du réchauffement de la planète. » L'intention était bonne mais les résultats n'ont pas suivie. La Somelec doit pouvoir reprendre là où s'est arrêté le GRET.

S.M

Secteur de la santé au Trarza :

Des améliorations sensibles



Le secteur de la santé occupe une place de choix dans le programme «Taahoudati» de Son Excellence le Président de la République Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani. Dans la wilaya du Trarza, une telle importance se décline en offres de services qui ont connu, au cours des trois dernières années, une amélioration sensible.

Le plan décennal mis en œuvre par le département de la Santé visant une couverture universelle profite, de façon conséquente, aux wilayas notamment au Trarza qui a connu un bond qualitatif en ce domaine, avec une couverture sanitaire orientée vers les zones rurales jusque-là peu servies en soins de santé de base.

Les actions déjà posées et les réformes en cours touchant, de près, les préoccupations des habitants du Trarza qui ont commencé à cueillir les fruits de la nouvelle approche dans le domaine de la santé. Dans ce cadre, le directeur régional de la Santé au Trarza, Dr Ba Kassoum, a indiqué, dans un entretien avec une équipe de l'AMI, que la wilaya est pourvue de toutes les structures sanitaires de base, citant la DRAS (direction régionale de l'action sanitaire), le centre hospitalier de Rosso, l'école de santé publique de Rosso, une représentation de la



centrale d'achat des médicaments et consommables (Camec) et une autre pour la Cnam (Caisse nationale d'assurance maladie).

Il a ajouté que le nombre de points de santé a atteint, dans la wilaya du Trarza, 118 postes, alors que celui des centres de santé est de 14, citant également les deux hôpitaux que compte la wilaya (Rosso et Boutlimit).

Dr Ba Kassoum précise que la couverture sanitaire

couvre environ 71% des habitants de la wilaya du Trarza, précisant que le nombre de cliniques privées est de 3, en plus de 2 cabinets dentistes et 5 pharmacies. Il a ajouté que la wilaya compte également 41 dépôts pharmaceutiques. Les principales maladies enregistrées l'année dernière sont les affections de l'appareil respiratoire qui ont touché 17% de la population en 2022, les diarrhées (11%), la malaria (3%), alors que le taux d'atteinte de la Covid-19 était estimé à 1,19 %, a-t-il indiqué.

Concernant cette dernière affection qui perdure depuis fin 2019, le directeur régional de la Santé du Trarza, Dr Ba Kassoum, a indiqué que la couverture vaccinale dans la wilaya a atteint 73%, pour ceux qui ont reçu une première dose, et 49% pour ceux qui ont complété la vaccination prévue pour se prémunir contre cette pandémie.

Le directeur régional de la Santé du Trarza a aussi signalé que deux campagnes de vaccination contre la poliomyélite et une autre pour la distribution de la vitamine A et le traitement des parasitoses, encore fréquentes notamment chez les enfants, ont été organisées par le département de la Santé. Il a enfin rappelé la campagne de vaccination des filles âgées de 9 à 13 ans contre le cancer du col de l'utérus.

S.M

L'action sociale au Trarza, priorité aux couches vulnérables



La délégation régionale du département de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille au Trarza s'emploie à mettre en œuvre les projets et programmes qui constituent, au niveau de cette wilaya, un pan important du volet social du programme « Taaahoudati » de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Qu'il s'agisse de la prise en charge globale des malades insuffisants rénaux, des démunis, des personnes souffrant de maladies chroniques ou de celles vivant avec un handicap, de coopératives féminines ou d'enfants en situation de précarité, le ministère de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille apporte assistance à ces catégories de personnes par le biais de la délégation régionale du MASEF.

Dans une déclaration au bureau de l'Agence mauritanienne d'Information, Mme Fatima Mint Saadbouh, la déléguée régionale à l'Action sociale, à l'Enfance et à la Famille au Trarza, a expliqué que le secteur a distribué des cartes bancaires, sous forme de subvention mensuelle, d'un montant de 15000 MRO par mois à 38 patients atteints d'insuffisance rénale au niveau de la wilaya, en plus de la gratuité des médicaments et des examens. Elle a ajouté que cette aide sociale est de 20000 MRO octroyées à 24 enfants polyhandicapés dans la wilaya. D'autres actions concernent l'allocation d'un million de MRO allouées annuellement à l'achat de matériels et d'équipements (fauteuils roulants, béquilles, etc.) pour venir en aide à des personnes

ayant des difficultés de mouvement. Cette aide est également destinée aux personnes souffrant d'insuffisance rénale et aux veuves. Elle prend aussi la forme de financements d'activités génératrices de revenus (AGR) ou de projets sur des terres agricoles aménagées dans la ferme de Chichi qui a permis à leurs exploitants de réaliser de bons résultats lors des campagnes précédentes, grâce au suivi et à l'encadrement des bénéficiaires de cette aide.

La directrice régionale à l'Action sociale, à l'Enfance et à la Famille a souligné que le secteur a ouvert deux centres de promotion féminine à Rosso et à Boutilimitt, offrant une formation à près de 200 filles dans les domaines de la couture, du jardinage, de la santé animale et de la confiserie. Notant que les coopératives féminines au Trarza, ont bénéficié d'importants projets de type AGR dans les domaines de l'agriculture et de l'artisanat. Le Masef, à travers sa direction régionale, a également établi un partenariat important avec la commune de Rosso, qui aura un grand impact sur l'élévation du niveau de vie des femmes de Rosso et leur participation effective au développement local.

Le volet formation n'a pas été en reste, comme le souligne la directrice régionale du Masef au Trarza. Ainsi, beaucoup de femmes, organisées en groupes, vont bénéficier de formations à la façon de gérer et de soutenir de petits projets. Des réunions ont eu lieu, dans ce cadre, et elles auront un grand impact sur le succès de cette formation qui devrait débiter bientôt, avec la volonté d'Allah. Mme Mint Saadbouh a poursuivi en disant que le secteur continuera sur cette lancée jusqu'à la réalisation de

ses objectifs qui sont la traduction sur le terrain des engagements, au plan social, de Son Excellence le Président de la République consignés dans son programme électoral.

Le Masef a aussi ouvert des classes préparatoires aux jardins d'enfants dans toutes les moughataas du Trarza, en plus d'un jardin d'enfants public complet à Rosso. Le département de l'Action sociale, de l'Enfance et de la Famille prend en charge également les enfants des couches vulnérables au niveau des jardins d'enfants publics en passant des contrats avec ces établissements.

La directrice régionale à l'Action sociale au Trarza a ajouté que la wilaya dispose d'un centre de protection et d'insertion sociale des enfants, qui assure la prise en charge des enfants fréquentant les écoles coraniques (al moudo), ceux issus des couches vulnérables, manquant de soutien familial ou qui sont en conflit avec la loi. Elle a indiqué que la direction régionale à l'Action sociale, à l'Enfance et à la Famille ouvre une banque de toutes les informations relatives à tous les cas d'enfants et les accompagne dans l'obtention de leurs papiers d'état civil, leur réinsertion et leur intégration dans les centres d'auto-emploi.

Elle a indiqué que le Masef avait récemment organisé une rencontre régionale de lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles. Elle a aussi salué une maison pour recevoir les victimes et contribué à l'étude des dossiers transmis au bureau régional d'assistance judiciaire au Trarza.

Sneiba Mohamed

Le délégué régional du CSA au Trarza :

« Une série de programmes ont été mis en œuvre pour assurer la sécurité alimentaire dans la wilaya »

La Mauritanie déploie des efforts considérables pour parvenir à une sécurité alimentaire absolue conformément au programme électoral de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, « Mes engagements ».

La wilaya du Trarza connaît actuellement la conduite d'une série d'actions multiformes menées par le commissariat à la sécurité alimentaire (CSA), particulièrement à l'endroit des populations nécessiteuses à travers de multiples programmes de distributions gratuites de vivres, de projets générateurs de revenus et d'emplois et de soutien aux secteurs productifs stratégiques tels que l'agriculture et l'élevage.

Le délégué régional du commissariat à la sécurité alimentaire (CSA) dans la wilaya du Trarza, M. Taleb Moustapha Ould Khattry a indiqué que les pouvoirs publics ont mis en œuvre un ensemble de programmes visant à assurer la sécurité alimentaire au niveau de la wilaya.

Ces programmes se déclinent comme suit :

Programme de restauration :

Dans le cadre de la mise en œuvre de ce programme, le commissariat a fourni des vivres à 178 boutiques d'approvisionnement en denrées subventionnées au cours de l'année 2022 au niveau de la wilaya (24 à Rosso, 23 à Rkiz, 16 à Tékane, 35 à Kcur-Macène, 35 à Boutilimitt, 27 à Mederdra, 18 à Ouad-Naga). Ces moughataassont fournies tous les deux mois en quantités considérables de denrées alimentaires (9 tonnes de blé, 3 tonnes de riz, 1,5 tonne de sucre, 1,8 tonne d'huile de cuisine) vendues à des prix subventionnés. Les prix s'établissent ainsi : (6 MRU par kilogramme de blé, 15 MRU le kilogramme de riz, 16 MRU le kilogramme de sucre et 30 MRU le litre d'huile). Il a indiqué que les quantités distribuées à ces magasins s'élevaient à 8106 tonnes de denrées alimentaires diverses, ce qui a contribué à élever le niveau de vie de la population, en particulier les groupes vulnérables et à stabiliser les prix en créant une concurrence avec ceux du marché local.

Programme de distribution gratuite :

Ce programme a bénéficié à 21 012 familles dont chacune a reçu un panier alimentaire composé de 50 kg de blé, 25 kg de riz, 5 kg de sucre et 5 litres d'huile et 3 029 familles ont bénéficié de cash-flow pour une enveloppe financière de 266 682 000 MRO.



Programme de projets générateurs de revenus :

Dans le cadre de ce programme, la wilaya du Trarza a bénéficié de 132 projets générateurs de revenus (centres de vente de gaz, moulins, réfrigérateurs...).

Centres d'alimentation de groupes :

La wilaya a bénéficié de 32 centres d'alimentation collective au profit de 674 enfants de moins de 5 ans.

Programme Ramadan :

Quelques 2 600 familles ont bénéficié de ce programme, à travers l'ouverture d'un point de vente à Rosso et qui a permis à chacune des familles ciblées de recevoir un panier alimentaire (50 kilos de riz, 25 kilos de sucre, 25 kilos de pommes de terre, 25 kilos d'oignons, 1 kilo de dattes, 3 kilos de lait en poudre, et 5 litres d'huile alimentaire).

Programme de cantines scolaires :

Dans le cadre de ce programme, le Trarza a bénéficié de 157 cantines scolaires dotée d'équipements et de produits pour 14 140 élèves.

Programme de soutien aux éleveurs :

Au titre de ce programme, 11 points de vente de fourrages ont été ouverts à prix subventionnés au niveau de la wilaya, la quantité distribuée au niveau

de ces points s'élevant à 6706 tonnes de blé et de fourrage.

Programme d'appui aux agriculteurs:

Dans le cadre de ce programme d'appui aux agriculteurs, 25500 tonnes de divers types d'engrais agricoles et 373 tonnes de divers pesticides ont été vendues à prix réduit grâce à l'important soutien apporté par l'État pour soutenir les agriculteurs.

Le délégué régional a ajouté que la commission entend, à travers la mise en œuvre de ces programmes, fournir des denrées alimentaires au niveau national et réaliser la sécurité alimentaire conformément aux instructions de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

Pour sa part, M. Yacoub Ould Ethmane, président de la section régionale des Personnes handicapées au niveau de la wilaya du Trarza, a apprécié le souci du CSA d'apporter différents types d'accompagnement à tous les citoyens, notamment les classes vulnérables.

A son tour, M. Amadou Guèye a salué les interventions du HCR au niveau de la wilaya du Trarza et de la moughataa de Rosso en particulier, appelant à une augmentation du nombre des boutiques de vente de produits subventionnés dans la ville de Rosso, compte tenu du besoin urgent de la population.

HMS

L'Institut de Boutilimit, une idée géniale



L'Institut de Boutilimit, une appellation qui, à l'entendre dire, réveille des sentiments de gloire et de fierté à l'égard du passé florissant de cette élégante ville et du célèbre institut dont elle a jadis accouché et grâce auquel cette ville était comparable à Fès, à Kairouan et au Caire.

L'on est légitimement en droit de se demander les raisons d'une telle renommée et de tant de gloire encrés dans la mémoire collective et réservés à cet éminent institut...! Mais à creuser un peu dans la mémoire, on se rendra compte que cela est particulièrement dû à la compétence hors normes du personnel enseignant qui a été choisi par le fondateur de l'institut, l'érudit et notable Abdoullah Ould Cheikh Sidiya.

En effet, l'équipe pédagogique de l'institut était dirigée par l'érudit et charismatique Mohamed Aly Ould Addoud et renfermait son fils Mohamed Yahya, ainsi que Mohamed Ould Ebou Mediena, El Mokhtar Ould Hamidoune et bien d'autres oulémas non moins importants.

Chacun de ces éminents oulémas était connu par son savoir inépuisable et pouvait à la fois enseigner plusieurs disciplines : sciences religieuses, littérature, poésie, mathématiques, etc.

On ne peut qu'être honoré en assistant au cours de Lemrabott Addoud expliquant à ses disciples le sens et les leçons à tirer d'une phrase du précis malékite de Cheikh Khalil, lorsqu'il écrit « Individu intègre, mâle, intelligent, appliqué, le cas échéant, un autre ».

Il est également saisissant de suivre un exposé de Mohamed Ould Ebou Mediena sur le grand ou-

vrage dit "Elfiet El iraki", un poème de 1000 vers sur la terminologie du hadith du Prophète (PSL). Mais l'on devient à la fois ébloui et émerveillé à entendre l'érudit Mohamed Yahya Ould Addoud enseigner avec brio un chapitre de l'ouvrage d'Ibn Maleck sur la grammaire arabe.

La création de l'institut de Boutilimit fut la concrétisation d'une idée de l'éminent érudit et notable Abdoullah Ould Cheikh Sidiya qui, vers 1956 a réuni autour un groupe d'oulémas et convaincu les autorités coloniales et les notabilités ouest-africaines de la nécessité de créer une telle institution. Encore faut-il souligner que la fondation en 1956 de l'institut et son inauguration l'année suivante par le Général De Gaulle ne sont peut-être pas moins importantes que la fondation de la ville, elle-même créée vers 1826 par Cheikh Sidiya El Kebir au terme de son voyage d'étude à Azawad.

A l'intérieur, l'institut a attiré l'attention des chefs locaux qui l'ont choisi pour leurs enfants, comme Ahmedou Ould Horma Ould Bebana et l'émir Sidi Ould Hanenna. Ainsi, l'institut a commencé sous les tentes, puis les huttes, puis les salles de classe, prenant la première école du pays comme siège après que celle-ci ait été transférée dans la ville de Rosso.

Très vite, cette institution était sollicitée par des étudiants venant de l'intérieur comme de l'extérieur du pays, et a réalisé un grand succès, et sa réputation s'était étendue à tous les horizons en raison de la richesse de ses programmes et de l'excellence de son corps enseignant, ce qui lui a permis de s'acquitter de sa mission de diffusion des connaissances

et de la culture islamique grâce aux efforts des érudits qui veillaient à son fonctionnement.

L'institut, malgré sa courte vie, était comme une lentille brillante dont la lumière éclairait l'environnement proche et lointain. Ceci n'est point surprenant surtout lorsqu'on sait que chacun de ces enseignants équivalait à un institut multidisciplinaire, et que l'institut de Boutilimit ne représentait qu'une infime partie du mérite de ce groupe d'oulémas.

Notons également que le plus important élément de propagande dont l'institut a bénéficié était la compétence de ses diplômés. Ceux-là ont servi dans tous les rouages de l'État : ils étaient officiers, ministres, ambassadeurs, gouverneurs et même présidents, car Feu Ahmed Ould Bousseif, Premier Ministre, était diplômé de l'Institut, tout comme feu Rachid Ould Saleh qui fut Président de l'Assemblée nationale.

La vie de l'institut n'a duré qu'une décennie à cause de l'influence ascendante de la francophonie qui gangrenait les sphères de l'État. Le gouvernement a annoncé, en 1961 l'affiliation de l'institut au ministère de l'Éducation pour en faire un collège d'enseignement secondaire, mais le haut niveau académique des élèves a empêché cette mutation.

Il y eut également d'autres tentatives de "moderniser" cet institut dont celle, réussie en 1970, pour en faire un établissement secondaire dénommé "Lycée de Boutilimit". Et aujourd'hui, de nombreux intellectuels du pays, nostalgiques de l'institut, ressentent de la colère et de l'amertume d'avoir privé le pays des lumières de cet institut islamique.

Traduit de l'arabe par :
Mbareck Ould Sabbar

Ecole d'Enseignement Technique et de Formation Professionnelle de Rosso:

Des formations qui répondent aux exigences du marché du travail



Créée depuis 1992, l'École d'Enseignement technique et de formation professionnelle de Rosso dispense un enseignement qualifiant pour répondre aux besoins du marché national à travers divers types de formation aux jeunes qui n'ont pas pu achever les cycles scolaires primaire et secondaire en les préparant à l'exercice de métiers par des formations allant de deux ans à quatre mois. Il s'agit d'intégrer directement ces groupes cibles à un métier ou une branche professionnelle (ou une catégorie de professions ou d'activités professionnelles).

Pour avoir décroché avant d'avoir la possibilité d'accès aux niveaux supérieurs de l'éducation, ces personnes ont un déficit de connaissances dont les conséquences sont graves en termes de développement social et économique. Le meilleur moyen d'insertion de ces jeunes victimes de la déperdition scolaire consiste à leur proposer des possibilités d'apprentissage.

L'École d'enseignement technique et de formation professionnelle de Rosso leur fournit justement, à travers, l'apprentissage les habiletés et les connaissances qui faciliteront une transition réussie vers le

marché du travail et l'insertion sociale.

L'enseignement dans les écoles technique et de formation professionnelle a été principalement conçu pour fournir aux apprenants les compétences pratiques, le savoir-faire et la compréhension nécessaires pour accéder directement à une profession ou à un métier particulier.

Il s'agit d'objectifs précis, observables, mesurables, réalistes et réalisables. Les résultats d'apprentissage doivent être axés sur les besoins des élèves et indiquer clairement les connaissances, les habiletés et les attitudes évaluées.

Les promotions de l'École d'Enseignement technique et de formation professionnelle de Rosso qui ont suivi ces programmes avec succès ont obtenu des qualifications pertinentes pour le marché du travail, reconnues par les instances compétentes du pays et qui leur valent aujourd'hui de travailler dans différents secteurs de l'économie tant au Trarza que dans plusieurs autres wilayas du pays.

Le directeur de l'École d'enseignement technique et de formation professionnelle de Rosso, M. Ishagh Ould Dekieh, a indiqué que l'école dispense des formations dans les domaines de l'électricité,

de la soudure, de la réfrigération, de la menuiserie bois, des énergies renouvelables, des technologies agricoles, de la maintenance des équipements agricoles, et de santé animale.

Il a ajouté, qu'en cette année scolaire, l'école a accueilli 195 élèves répartis entre les différentes filières sur un total de 649 apprenants dans diverses disciplines.

L'école a mis sur le marché local et sur ceux des autres wilayas du pays une génération de jeunes hautement qualifiés et expérimentés qui se sont rapidement insérés dans le monde du travail du fait de l'adéquation de leur formation avec les besoins du marché, ce qui a permis de réduire le chômage des jeunes.

L'école continuera à œuvrer, conformément à sa vocation, à préparer les jeunes à être concurrentiels et à exceller dans l'exercice de métiers fortement demandés sur le marché de l'emploi, en leur offrant des contenus d'éducation, de formation et d'apprentissage qui sont actualisés, motivants et adaptés aux besoins du marché du travail.

HMS

Rosso :

Un réseau d'assainissement qui résiste au temps



L'Assainissement est un élément essentiel de la modernité auquel on doit penser dans tout plan d'urbanisme. Rosso considérée comme l'une des rares villes disposant d'un noyau colonial entretenu, jusqu'à aujourd'hui, un réseau d'assainissement qui, sans remplir son rôle, résiste au temps.

En période d'hivernage, personne ne se rappelle vraiment que ce réseau d'assainissement existe parce qu'il n'empêche pas les habitants de cette cité bâtie sur la rive droite du fleuve Sénégal de patauger dans la boue. Ce réseau d'assainissement qui servait naguère dans ce qui est aujourd'hui l'ancienne ville est devenu un dépotoir empêchant l'écoulement des eaux usées et empestant les quartiers environnants.

Créé au début des années 50 du siècle dernier, pratiquement avec le début de « modernisation » de la ville sur le site de l'ancien bourg colonial, le premier réseau d'assainissement de la ville de Rosso, long de 12 km, était, à l'époque, l'espace couvert par la ville. Il restera ainsi sur plusieurs années, malgré l'extension de la ville, nonobstant un petit élargissement durant la première décennie de ce siècle. Sans entretien notable, le réseau d'assainissement de Rosso n'était plus fonctionnel devenant même encombrant pour une ville dont les déchets augmentaient proportionnellement au nombre de ses habitants. Ce calvaire est vécu dans la douleur par les habitants durant la saison d'hivernage qui transforme la ville de Rosso en un véritable marécage pour de longs jours, voire des semaines.

C'est seulement au cours des dernières années que les autorités ont pris à bras le corps ce problème de l'assainissement qui se pose avec acuité à Rosso, une ville construite sur des « terres agricoles » et dont les habitants refusent la solution d'une « nouvelle ville », sur un terrain plus clément, entre le PK 7 au Pk 10.

Parmi les mesures prises par l'office national de l'assainissement à Rosso figure le nettoyage des canaux chargés d'ordures ménagères et de sable. Cette opération a permis aux eaux usées de couler à nouveau dans le réseau d'assainissement, déclare El Moctar Ould Saleh Ould Dick, coordinateur du réseau d'assainissement à Rosso, ajoutant qu'il s'agit là d'une opération que l'office mène depuis quatre ans à la veille de chaque hivernage. « Mais ce n'est pas sans risque, poursuit-il, parce que cela peut endommager les dalles, la représentation locale de l'ONA ne disposant pas des équipements nécessaires. C'est parce que des parties du canal ne sont pas couvertes que des citoyens sans éducation civique sur le respect de l'hygiène et de l'environnement en profitent pour se débarrasser de leurs ordures ménagères sans aucune conscience de ce qui peut arriver par la suite.

Le fait aussi que plusieurs quartiers de la ville soient dans des dépressions, plus basses que le niveau du réseau, aggrave la situation en période d'hivernage, explique Ould Dick. « Cela nécessite

donc des moyens de pression sur l'eau à l'intérieur du réseau », explique-t-il. Et le coordinateur du réseau d'assainissement à Rosso de dire que la réhabilitation et le nettoyage des canaux doivent se faire plusieurs mois avant la tombée des premières pluies, parce que « mener cette opération durant la période d'hivernage est une action vaine ». Il dit espérer cependant que tous ces problèmes trouvent une solution rapidement car, affirme-t-il, « il y a une décision des autorités compétentes d'entreprendre une réhabilitation globale du réseau d'assainissement de Rosso. Cela consiste à procéder au nettoyage du sable et des ordures et à la pose de dalles sur les parties découvertes. « De tels travaux vont démarrer incessamment », assure Ould Dick. Et comme expérimentation, en prélude à ces travaux, l'office, au niveau de Rosso, a entrepris l'extension du réseau sur près de 800 mètres, au centre-ville, près de la Grande mosquée. « Les résultats de ce test sont encourageants », affirme le responsable local de l'ONA, qui précise que la situation du quartier, au dernier hivernage, était moins « lugubre » que ce qu'elle était avant la décision d'entreprendre ces travaux. « Nous pouvons, à partir de ce résultat, procéder par étape, en allongeant le réseau, quartier par quartier, jusqu'à son achèvement qui mettra fin alors aux problèmes d'insalubrité hivernale que connaît la ville de Rosso chaque année.

S.M

Environnement :

La sensibilisation pour protéger les importantes ressources du Trarza

Les réformes structurelles de la gouvernance environnementale occupent, de façon significative, une place particulière dans le programme « Taahoudati » de Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani. Un intérêt réitéré par le Premier ministre, M. Mohamed Bilal Messoud, dans la présentation du bilan de la mise en œuvre de la politique générale du gouvernement pour l'année 2022 et ses perspectives pour l'année 2023.

Le Trarza, wilaya agropastorale par excellence, dispose d'un énorme potentiel en ressources naturelles, ce qui a conduit le ministère de l'Environnement et du développement durable à lui accorder une grande importance pour que les activités économiques soient menées dans le respect de la protection de la nature. Cette attention s'inscrit, de façon générale, dans les efforts importants menés, en 2022, au plan des réformes structurelles de la gouvernance environnementale, qui a été représentée dans la ratification de la loi sur la biosécurité, l'adoption des textes d'application de la loi sur la chasse et la protection de la faune, l'activation de la police de l'environnement. Ainsi, 5 000 hectares de terres dégradées ont été restaurés afin de lutter contre la désertification, et 27 fermes ont été mises en place pour en faire bénéficier environ 3 000 femmes dans les wilayas du Hodh Chargui, du Hodh El Gharbi, de l'Assaba, du Tagant, du Brakna et du Trarza. Un tel programme a permis la restauration des écosystèmes dégradés et de la biodiversité à travers la réalisation de 10 000 km de barrières coupe-feu, le reboisement de 3 000 hectares, en plus de l'ensemencement aérien dans 21 500 hectares de terres arides à l'échelle nationale. Le département a aussi lancé, au niveau de certaines régions dont le Trarza, un programme d'éducation à l'environnement appelé « École verte » a été déployé au profit de dizaines d'enseignants. Il faut également rappeler les opérations de sensibilisation à l'environnement sur de nombreux sujets au profit des agents publics, journalistes, étudiants et orpailleurs, et la mise en œuvre du plan annuel de surveillance environnementale qui a permis le suivi de 378 unités, au total, dans le domaine minier et industriel, avec l'application de sanctions à 22 d'entre elles.

C'est dans ce cadre qu'au Trarza, le délégué régional chargé de l'Environnement et du Développement durable, M. Mohamed Abderrahman Ould Ahmed Kowri, a expliqué à l'Agence Mauritanienne d'Information (AMI) que, selon le décret 2020-165 du 17 septembre 2020 portant structuration du secteur de l'environnement et du développement durable, la délégation régionale dans la wilaya du Trarza comprend deux départements, le premier est le département d'organisation et de coordination et le second est la direction des opérations, expliquant qu'il existe une inspection de l'environnement et du développement durable au niveau de chacune des sept moughataa.



Il a ajouté que la délégation régionale et ses services affiliés emploient 35 salariés issus de diverses spécialisations environnementales. Il a encore souligné que malgré les moyens matériels et humains limités, elle a, au cours de la période écoulée, mis en œuvre un ensemble d'activités et participé à la mise en œuvre d'autres en coopération avec certains départements et institutions intéressés par le domaine de l'environnement et du développement durable. Elle intervient au niveau de la wilaya, puisqu'elle a réussi à réhabiliter 92 hectares au niveau de la réserve de « Gagni » dans la commune de Tékane. Le délégué régional du MEDD a indiqué que dans le cadre du programme Mes Priorités élargi de Son

Excellence le Président de la République, la délégation du Trarza est intervenue dans la mise en place de 6 réserves d'une superficie totale de 300 hectares, en collaboration avec le Département, au niveau des villages, Abdah, Sakam Tlabin, Ahsey Al-Aich, Awlad Imijne, Gagni et Leguat, comme elle supervise, au cours de la période 2022-2023, l'entretien de 600 km linéaires de protection contre les incendies en milieu rural, dans les moughataa de Tékane, R'kiz, Keur Macène et Mederdra, en plus de l'ouverture de 50 km de nouveaux axes au niveau des deux moughataa de Boutilimit et de Mederdra.

Dans le cadre de la réalisation de pare-feux et dans le but de créer des opportunités d'emplois verts et de lutter contre la pauvreté, le délégué régional a expliqué qu'il avait contracté 61 habitants des villages de Khadir, Dar El-Khair, En khayla, Basra, Aykar et Oum Sleiman pour le déblayage de 190 km pour un montant total de 1 000 000 de nouvelles ouguiyas.

Dans le domaine de la lutte contre l'ensablement, la délégation régionale du MEDD s'implique à travers le projet « Amsetra », dans la stabilisation de 15 hectares dans le village de Zemzem de la commune de Boutilimit, qu'elle soutient également par la culture en légumes de 2 hectares. Ce même soutien est également accordé au village de Sourour, toujours dans la moughataa de Boutilimit.

La délégation régionale du MEDD a aussi procédé, dans le cadre du Programme « Mes priorités Elargi », en 2022, à la distribution de matériels agricoles et des réchauds à gaz à la population par l'entremise d'organisations de la société civile actives dans la wilaya. Enfin, dans le cadre de la lutte contre la coupe non autorisée du bois de chauffe et de commerce de charbon de bois, la délégation avait procédé à d'importantes saisies qui ont contribué à limiter ces exactions au niveau de la wilaya du Trarza.

Sneiba



Le parc de Diawling :

Un instrument efficace de préservation de l'environnement



Le Parc National du Diawling (PND) a été créé en 1991 et couvre une superficie de 16 000 ha sur la côte Sud de la Mauritanie. Il est un des noyaux de la Réserve de Biosphère Transfrontière entre la Mauritanie et le Sénégal. Le parc est constitué de plaines inondables sur argiles et limons-argiles très salés avec trois bassins dont celui qui a donné son nom au parc est le plus important avec 7200 ha.

Le parc, qui bénéficie d'une attention particulière de la part des autorités et d'un intérêt évident que lui accordent des organisations internationales préoccupées par les questions de l'environnement, permet la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles d'un échantillon de l'écosystème du bas delta du fleuve Sénégal. Il favorise aussi un développement harmonieux et permanent des diverses activités des populations locales et la coordination des activités pastorales et piscicoles menées sur son territoire.

Les trois bassins du parc sont riches en espèces de poissons caractéristiques d'eau douce et des estuaires. Le parc abrite des phacochères et doit son importance à la faune aviaire migratrice et sédentaire qu'on y retrouve en grands rassemblements.

L'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, le commerce transfrontalier, le tourisme et la chasse constituent les principales activités dans la zone du parc. C'est ce que l'on constate au point du Chayal, au PK 26 venant de Keur Macène, et à 15 km de la Maison du parc, où des hommes pêchent dans le canal alors que des femmes proposent du poisson séché aux automobilistes qui passent.

Dans une déclaration à Horizons Magazine, le conservateur de la réserve de Diawling, M. Zeine

El Abidine Ould Sidaty rappelle que la réserve a connu des moments difficiles, quand le pays avait été placé dans la zone rouge par la France, suite à la vague d'opérations terroristes qu'il avait connu entre 2007 et 2011. Le passage au jaune puis l'assurance revenue petit à petit ont été accompagnés par une timide reprise d'un tourisme de découverte de la nature qui profitait par le passé au Parc de Diawling. « Le parc dispose de circuits vendables mais il faut une autre approche qui privilégie la nature. Les touristes n'aiment pas le bâti », estime Ould Sidaty qui considère également que le Port de N'Diogo devait répondre, avant sa réalisation, à une étude d'impact sur l'environnement étant situé dans la zone de la réserve. « Il n'y a pas de contradiction économique entre le parc et le port mais il fallait tout simplement envisager les meilleures opportunités de co-développement entre les deux structures », estime le conservateur du Parc de Diawling. Le parc a une importance internationale de par les textes ratifiés par la Mauritanie et il a toujours besoin de l'aide des bailleurs pour continuer à assurer ses fonctions dans un contexte qui sera marqué par des transformations provoquées par la construction du Port de N'Diogo situé à jet de pierre de Saint-Louis du Sénégal.

« Il y a des craintes que les populations se déplacent vers la zone du port attirées par la génération de nouvelles activités économiques qui profitent à tous les secteurs. Le syndrome de Nouakchott, en quelque sorte, construit pour accueillir 5000 habitants et qui en compte aujourd'hui 1 million.

Le conservateur du Parc de Diawling évoque aussi d'autres craintes déclarant que les 16.000 hectares de la réserve naturelle sont convoités par les agri-

culteurs qui ne comprennent rien aux choses de la nature et de sa préservation.

Pour son fonctionnement, le parc de Diawling fait appel à 15 employés : 4 cadres (ingénieurs), un pisteur, un chauffeur et des surveillants. La chasse, pourtant interdite, est pratiquée par des « étrangers » à la zone, les autochtones se contentent de ce qui est pris par les mailles des filets.

« Je suis là depuis 2003 et je comprends très bien les difficultés qu'éprouve quelqu'un qui n'aime pas cette vie. De jeunes cadres n'ont pas voulu rester parce qu'il s'agit d'un véritable sacrifice. Certains ont cédé à l'appel de l'étranger qui propose des salaires beaucoup plus intéressants mais servir son pays n'a pas de prix », déclare M. Zeine El Abidine Ould Sidaty.

Evoquant les autres problèmes auxquels fait face le Parc de Diawling, son conservateur par de cette plante envahissante appelée « Typha » et du phénomène de salinisation et de sédimentation que l'on remarque de plus en plus dans la zone. « Ce sont là des problèmes qui impactent la vie des populations de la zone, en plus des problèmes d'infrastructures et de la gestion hydrique. »

Zeine El Abidine Ould Sidaty a affirmé que les efforts de la direction ont permis le retour de plus de 290 000 oiseaux, 32 espèces de mammifères sauvages et 17 espèces de reptiles et d'amphibiens, parmi lesquelles des crocodiles dont le nombre est passé, ces dernières années, de 10 à 120 dans des bassins protégés.

Si la direction a déjà entrepris des actions qui ont amélioré la situation du parc, il reste que d'autres sont nécessaires pour qu'il revienne à sa situation antérieure.

S.M

Le parc d'Awleiguat :

Un hymne à la nature



A quelque 10 km, au sud de la moughataa de Ouad Naga, et sur une superficie de 1600 hectares, s'étend le parc national d'Awleiguat créé par décret présidentiel, en 2016, afin d'établir un complexe de faune et de flore pouvant favoriser le développement d'une activité touristique dans cette zone se trouvant à quelques dizaines de kilomètres de Nouakchott.

Il s'agissait également, comme motivation essentielle, de sensibiliser sur la protection de l'environnement et de recréer un écosystème détruit par la main de l'homme, alors que l'on commence à alerter sur les dangers des changements climatiques et les déséquilibres qu'ils engendrent non sans conséquences fâcheuses pour la planète tout entière.

Le parc d'Awleiguat doit aider à régénérer des espèces animales et végétales complètement disparues ou en voie de l'être. Il s'agit d'une proposition de solution à ces dysfonctionnements d'une nature « en danger de mort » par ce que l'on peut qualifier, à juste raison, de réparation, l'homme ayant une bonne part de responsabilité dans la dégradation de l'environnement.

Il y a donc des efforts considérables menés par les pouvoirs publics pour recréer un environnement et permettre à des espèces ayant vécu sur cette terre, dans le passé, ou susceptibles d'y prospérer de rétablir un écosystème que l'homme avait détruit au fil du temps.

Le parc devrait ainsi favoriser un tourisme intérieur pourvu à partir de Nouakchott, de Boutilimit et même des localités environnantes.

Il devrait également favoriser le développement local par la création d'activités connexes profitant aux localités dans la sphère de cet écodéveloppement.

Le parc qui a le statut d'établissement public à caractère administratif comprend une zone de réadaptation des antilopes, un zoo, des jardins botaniques, des oasis et des jardins de production de légumes organiques et d'autres biologiques. Le parc d'Awleiguat renferme également un complexe sportif, un lac artificiel et un centre de préservation des espèces animales.

Pour évoquer l'importance de ce parc et les objectifs visés par sa création, Horizons Magazine a rencontré le chef de service technique du parc, M. Sid'Ahmed Ould Maouloud, qui a rappelé tous les efforts fournis par l'État pour préserver l'environnement, faune et flore. Il a aussi précisé que le parc renferme 26 espèces animales, en plus de quelques variétés d'oiseaux. Il a remercié les autorités administratives de la moughataa de Ouad Naga pour l'appui précieux qu'elles apportent à ce parc favorisant un milieu adéquat aux espèces qui y vivent sans problèmes.

Il a aussi loué l'aide précieuse apportée par les Émirats Arabes Unis, affirmant que tous les animaux qui vivent dans le parc sont en bonne santé. « L'accent a été mis sur les espèces menacées d'extinction et qui ont une valeur économique reconnue et une importance environnementale certaine », explique Ould Maouloud. Le parc d'Awleiguat accorde également de l'importance à la culture de fourrages importés et qui a donné des résultats encourageants.

Ould Maouloud a aussi évoqué les réalisations accomplies au profit du parc d'Awleiguat dont, notamment, sa connexion au réseau électrique, la production de 150 000 plants, la culture de 50.000 plants de 7 espèces locales dans la zone de réadaptation, la pépinière et le zoo, ainsi que la mise en

place des différentes composantes du parc zoologique qui comprend 34 jardins, 24 bâtiments, un restaurant pour les employés (46 permanents et 24 temporaires). Il faut ajouter à ces infrastructures : trois habitats pour huit (8) espèces d'antilopes venant des Émirats Arabes Unis, l'achat et l'installation de 10 000 mètres d'un système d'arrosage, quatre (4) réservoirs d'eau, l'importation, à partir de l'Afrique du Sud, de 109 animaux sauvages et la plantation, sur trois hectares, d'arbres fruitiers.

M. Sid'Ahmed Ould Maouloud signale, à la fin de son entretien avec Horizons Magazine, qu'une session de formation avait été organisée au profit des travailleurs du parc pour renforcer leurs compétences en matière de diagnostic et de traitement des maladies pouvant affecter la population animale du parc, la manière de nourrir ou de transporter ces animaux.

Le parc d'Awleiguat a aussi agi en faveur des habitants de la zone en créant, par exemple, un espace de 2 hectares destinés au maraîchage au profit des coopératives féminines. Celles-ci ont également été formées aux techniques permettant la production de légumes pour, dans un premier temps, satisfaire la consommation locale.

L'administration du parc travaille également à la création d'un modèle de tourisme ami de l'environnement, à travers un complexe et un lac artificiel en cours de réalisation.

Le parc national d'Awleiguat participe au développement des localités environnantes à travers la création de 20 opportunités d'emplois directs et de 45 autres au profit des coopératives féminines.

Sneiba M.

Centre d'accueil de l'ANRPTS de Rosso :

Diligence et vigilance dans le traitements des requêtes

Le Centre de l'Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés (ANRPTS) à Rosso, est en état de disponibilité totale pour servir les citoyens, et des dispositions sont prises pour accueillir l'ensemble des usagers désireux d'obtenir tout acte d'état-civil et pour traiter avec diligence leur requête et plus généralement d'assurer un accès transparent à tous les services du centre dans le respect strict de la dignité du citoyen.

Conformément aux instructions de la direction générale de l'ANRPTS dans ce cadre, le centre régional de Rosso est à l'écoute des citoyens et traite tous les dossiers avec célérité de manière à ce que les citoyens puissent établir ou renouveler leurs documents d'état-civil dans les meilleurs délais, notamment les cartes d'identité, les passeports et les autres documents d'état-civil.



Toutefois, la vigilance est de rigueur pour éviter que les dossiers ne comportent des documents falsifiés et pour s'assurer de l'authenticité des éléments fournis par les requérants.

Le Centre de Rosso se situe dans une wilaya démographiquement parmi les plus importantes du pays en plus de sa position qui en fait l'un des points frontaliers de passage les plus utilisés notamment par les immigrants clandestins qui font le pays une zone de transit vers l'Europe.

Cette spécificité géographique accroît la mission de l'ANRPTS à Rosso où un centre d'enregistrement des arrivées au pays a été mis en place au niveau du quai fluvial. Ce centre d'enregistrement est supervisé par la police nationale en coordination avec l'Agence Nationale du Registre des Populations et des Titres Sécurisés. Il assure la traçabilité des mouvements de personnes, s'assure de l'authenticité de leurs documents et fournit des visas d'entrée aux étrangers. L'Agence dispose de centres d'accueil des citoyens dans toutes ses moughataas et dans certaines municipalités, pour fournir aux citoyens les cartes d'identité, des contrats d'état civil et des passeports dans le centre principal de la capitale de l'État.

Le responsable du Centre d'accueil des citoyens de Rosso, M. Tayeb Ould Mohamed Lemine

Ould Sid'Ahmed, indique que l'agence a récemment développé une nouvelle méthode pour rapprocher davantage ses services des citoyens, à travers l'envoi d'équipes mobiles qui sillonnent les communes et les zones reculées qui ne disposent pas de centres d'accueil pour fournir les documents nécessaires à leurs habitants. Cette opération qui vient de débiter a permis, jusqu'ici, d'établir des documents au profit de 378 citoyens parmi les groupes cibles, notamment les personnes âgées et les nouveau-nés.

Il a fait observer que le caractère frontalier de la wilaya impose de plus intenses efforts dans les centres de Rosso, Keur-Macène, Tékane et Rkiz et requiert une étroite coordination entre les structures décentralisées de l'Agence et les autorités administratives, sécuritaires et judiciaires régionales pour assurer la fourniture des services des centres en toute sécurité et dans le respect des droits et de la dignité de tous les usagers.

Dans une wilaya comme celle du Trarza, le plus grand défi auquel sont confrontés les centres d'accueil de l'ANRPTS est celui de faire nettement la différence entre nationaux et étrangers ce qui requiert une vigilance de tous les instants. Autant il convient de traiter les dossiers avec célérité, autant il faut s'assurer de l'authenticité des documents fournis et de la légalité de la requête

présentée.

Le responsable du centre a affirmé que le rapprochement et la facilitation des services de l'ANRPTS à Rosso à l'instar de toutes les autres structures décentralisées de l'Agence demeurent un objectif majeur, conformément aux directives de Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El-Ghazouani, visant à rapprocher les services publics des citoyens.

En dépit de l'afflux massif des usagers, le traitement des dossiers se fait avec la plus grande vigilance sans préjudice pour les précautions pour que le processus se déroule avec la plus grande vigilance. Des dispositions ont été prises à cet effet, notamment l'ouverture des guichets spécifiques pour chacun des services de l'agence dans tous les centres.

C'est ainsi qu'il existe un pour l'obtention des extraits de naissance, un autre pour l'enregistrement des enfants, un pour répondre aux demandes de renseignements et orienter les visiteurs, et un autre pour la remise des documents après leur établissement. Ces dispositions ont grandement contribué à réduire l'encombrement au niveau des services et faire gagner du temps aux usagers.



Le centre d'accueil des citoyens de la ville de Rosso fonctionne à sa "vitesse de croisière" et peut aujourd'hui accueillir tous les citoyens désireux d'obtenir des documents d'état-civil ou voulant renouveler leurs cartes d'identité nationale, en particulier celles dont les dates de validité sont arrivées à moins de six mois de leur expiration ou ayant totalement expiré.

Le Centre de Rosso, qui est l'un des plus grands

centres du pays, dispose de trois unités de traitement, ce qui permet la fourniture de tous ces services et reçoit quotidiennement un minimum de 100 demandes. Le volume des demandes s'accroît sensiblement cette période et ira crescendo en raison de l'organisation prochaines des élections législatives, régionales et municipales et le démarrage du recensement administratif à vocation électorale (RAVEL).

Ce contexte a entraîné un afflux plus importants

des demandeurs de documents, particulièrement la carte d'identité qui donne accès à l'inscription sur les listes électorales et qui est requise pour la traversée de la frontière vers les pays voisins.

Il y a près de deux ans, l'ANRPTS a formé des commissions d'identité dans tous les centres visant à régler le statut identitaire des majeurs qui n'ont pas obtenu de papiers et qui n'avaient pas été inscrits au recensement de 1998. Au centre de Rosso, près de 1 000 dossiers ont été réglés à partir de ces cas, et depuis un certain temps, on constate qu'aucun cas de ce genre n'a été signalé. Il convient de souligner que l'ANRPTS dispose d'un registre national biométrique qui permet l'insertion des données biographiques, de la biométrie de chaque individu. Un deuxième système permet la production des titres sécurisés comme les actes d'état-civil, la production de passeports, notamment les passeports spéciaux pour les réfugiés, en application de la convention de Genève, adoptée 1951. Il permet également l'établissement de la carte d'identité nationale, la carte de séjour, le livret maritime, les cartes grises des véhicules, les permis de conduire, etc.

Le troisième système concerne les vérifications des identités des passeurs et l'enregistrement des étrangers dans un registre spécial, tandis que le quatrième concerne la délivrance des visas biométriques au niveau de huit points de passage terrestre ou aérien. Il profite actuellement à sept missions diplomatiques et consulaires.

Ces différents systèmes contribuent au renforcement du climat de sécurité aux plans intérieur et extérieur.

Traduit de l'arabe par HMS



Wilaya du Trarza :

Les problèmes et les attentes vus par les habitants

La wilaya du Trarza compte parmi les régions les plus peuplées de Mauritanie, avec une forte concentration dans la Chemama et la vallée où prédomine l'agriculture, mais aussi dans les zones favorables à un élevage extensif pratiqué de longue date par une bonne partie des habitants de cette région.

Il va s'en dire que ces populations qui partagent avec celles des autres wilayas du pays des problèmes vécus au plan national comme un « mal développement » qui date des premières an-

nées de l'indépendance, ont des attentes particulières liées au contexte d'une région qui se distingue par sa position géographique mais également par son potentiel économique sous exploité. Les personnes que le Magazine Horizons a rencontrées représentent des "types" qui donnent une idée assez claire des préoccupations des populations du Trarza mais, surtout, de ce qu'elles attendent de l'État pour améliorer leurs conditions de vie.



Rencontré aux alentours du bac de Rosso, Hamed Ould Abderrahim est un jeune "vendeur ambulant endurci", comme il le dit lui-même. Fleurant en nous la possibilité de faire parvenir son message, il s'empresse de poser une question avant de répondre à la nôtre ! Il se demande si les vendeurs ambulants, surtout quand il s'agit de jeunes qui cherchent à se prendre en charge, ne doivent pas être encouragés plutôt que poursuivis par les services d'une mairie qui les considèrent comme "le petit mur" !

"C'est autour du bac de Rosso que nous trouvons les meilleures opportunités pour nos petits com-



merces", déclare Ould Abderrahim s'empressant d'ajouter que ces chances sont encore plus grandes pour ceux qui réussissent à embarquer sur le bac et à exposer leurs produits entre deux navettes. Il trouve que la ville de Rosso est habitée par une catégorie de travailleurs modestes venant, pour la plupart, des localités environnantes mais, parfois aussi, d'autres villes et régions qu'ils ont quittées dans l'espoir de trouver une vie meilleure dans cette wilaya frontalière avec le Sénégal et naguère prospère par ses échanges commerciaux avec l'autre rive. « Nous n'avons pu bénéficier des aides sociales distribuées généreusement par l'État parce qu'on peine à s'inscrire sur le registre social qui est la seule référence », se lamente ce vendeur ambulant qui se veut le défenseur de tous ceux qui, comme lui, luttent pour survivre. Est-ce parce que nous ne sommes pas des autochtones, alors que nous habi-

tons à Rosso depuis plusieurs années, avec femmes et enfants pour certains, s'interroge Ould Abderrahim.

Pour Moustapha Ould Mohamedou, le plus grand problème rencontré par les Rossosois est la qualité de l'eau potable qu'ils boivent chaque jour. Il se plaint aussi de l'absence d'un réseau routier urbain digne de ce nom. "La majorité des rues de Rosso ne sont pas bitumées et l'état de celles qui le sont laisse à désirer. Une situation qui fait que l'hivernage à Rosso est vécu, chaque année, comme un calvaire par les populations.



Moustapha se félicite tout de même que des travaux de réhabilitation du réseau urbain et de son extension soient en cours depuis un certain temps. "Des travaux qui, avec ceux du pont devant relier les deux rives, donneront à la ville de Rosso un autre visage", estime-t-il.

Pas loin du quai du bac de Rosso, s'étalent quelques boutiques sur l'axe principal qui passe devant la résidence du wali, l'hôtel de ville, la Société Nationale d'Eau (SNDE), l'École de la gendarmerie et prolonge la route reliant Rosso à Boghé sur près de 200 km. Devant l'une de ces boutiques, un homme d'un certain âge observe les passants d'un regard dont il dit qu'il a vu pas mal de choses, bonnes et mauvaises.

Mohamed Lemine, commerçant, juge que la ville et ses habitants ont souffert à cause de la marginalisation et de l'absence de projets de développement susceptibles de sortir la ville de la situation de précarité économique et sociale qu'elle connaît depuis des lustres. Lui aussi évoque, comme premier problème de la ville, l'état lamentable des infrastructures routières qui transforme la cité un marécage dès l'arrivée des premières pluies. Mais, dit-il, "nous espérons que cette situation qui préoccupe les populations à l'approche de chaque hivernage va cesser à la fin des travaux de réhabi-



litation et d'extension du réseau routier urbain et d'assainissement en cours."

Hassan Gueye, habitant du village de Dicuk, situé à l'ouest de Rosso, se plaint de la situation d'oubli dont souffrent son village et beaucoup de localités environnantes qui ne vivent que de l'agriculture. Il évoque, parmi d'autres problèmes, l'absence d'un collège pour ces villages contraints d'envoyer leurs enfants à Rosso, et même Nouakchott, après l'obtention du "concours". Enclavée, cette zone a besoin d'une intervention d'urgence, avant l'arrivée de l'hivernage qui coupe complètement ces villages de Rosso et fait du déplacement de leurs habitants un véritable calvaire. Hassan Gueye dit avoir bon espoir que ces problèmes trouvent un début de solution, surtout que l'installation de poteaux électriques à destination de ces villages constitue une première lueur d'espoir que des changements sont en cours. "Dans une zone agricole par excellence, l'arrivée de l'électricité peut changer beaucoup de choses", estime-t-il.



M'Beyrika Mint Cheghran, vendeuse de légumes, trouve que la situation des habitants a changé en mieux grâce aux projets et programmes sociaux exécutés par le gouvernement depuis quelques années. Elle cite, à titre d'exemples, les opérations de cash transfert effectuées par Taazour, qui profitent

à beaucoup de pauvres, l'assurance maladie dans le cadre du programme lancé par Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani et, enfin, les travaux d'infrastructures (pont, goudrons, assainissement) qui, une fois terminés, vont donner à Rosso un nouveau visage. "Si à Sattara, le quartier où je vis, les nouveaux goudrons et le réseau d'assainissement arrivent à limiter nos soucis durant l'hivernage, nous serons comblés et reconnaissants envers les autorités", déclare Mint Choughran.



Diery, la soixantaine passée, vient de Keur Macène pour acheter des produits alimentaires destinés au commerce de sa femme, préparatrice de couscous et tenancière d'un modeste restaurant. "Mon déplacement de Keur Macène à Rosso pour acheter des produits, dont des céréales, donne une idée des problèmes que l'ont vit notamment au niveau de l'agriculture. "La plupart des habitants de Keur Macène sont des agriculteurs mais certains ont été contraints d'abandonner cette activité à cause de la salinité inhabituelle des sols", affirme-t-il. J'étais agriculteur dans la zone de Nkhayla mais j'ai arrêté, moi et plusieurs autres, l'exploitation de ces terres de plusieurs dizaines d'hectares qui ne recevaient plus l'eau du canal envahi par une mauvaise herbe appelée "Youra" qui a conquis les affluents et canaux "assurant les activités agricoles à Keur Macène.

Mint Rassoul Mint Ethman, présidente d'une coopérative féminine à Keur Macène fondée à la fin des années 80 du siècle dernier, et regroupant 43 femmes, évoque, avec un brin de nostalgie, le temps où elles étaient actives dans le domaine de l'agriculture (céréales et légumes). Une activité hypothéquée aujourd'hui par l'envahissement des conduites d'eau du fleuve par les mauvaises herbes qui ont colonisé également les alentours des champs. "C'est contraintes et forcées par ces conditions climatiques et environnementales peu favorables que notre coopérative a décidé de changer d'activités en ouvrant une boutique communautaire vendant poissons et légumes", explique Mint Rassoul Mint Ethman. "C'est une activité de circonstance mais nous comptons revenir à l'agriculture dès que les conditions seront à nouveau favorables", poursuit-elle. Cela peut arriver sous peu, avec ce que l'État entreprend pour réhabiliter les surfaces agricoles dans la zone.



Rassemblés par S. Mohamed





ISO 9001

CERTIFICATION



مطبعة المزايا
Imprimerie Al Mazaya



Nous poussons toujours plus loin nos engagements envers vous.
L'imprimerie Al Mazaya est fière de vous annoncer l'obtention de
la certification **ISO 9001** version 2015.

Impression offset

Impression numérique



Impression banderoles



Nos Services

- Agenda
- Bloc Note Standard/ Personnalisé
- Cahier
- Carte de Visite
- Chemise à rabat
- Carnet de souche
- Dépliant
- Papier en-tête
- Impression personnalisée
- Etc

we print
in Mauritania